

TRIBUNE

3

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

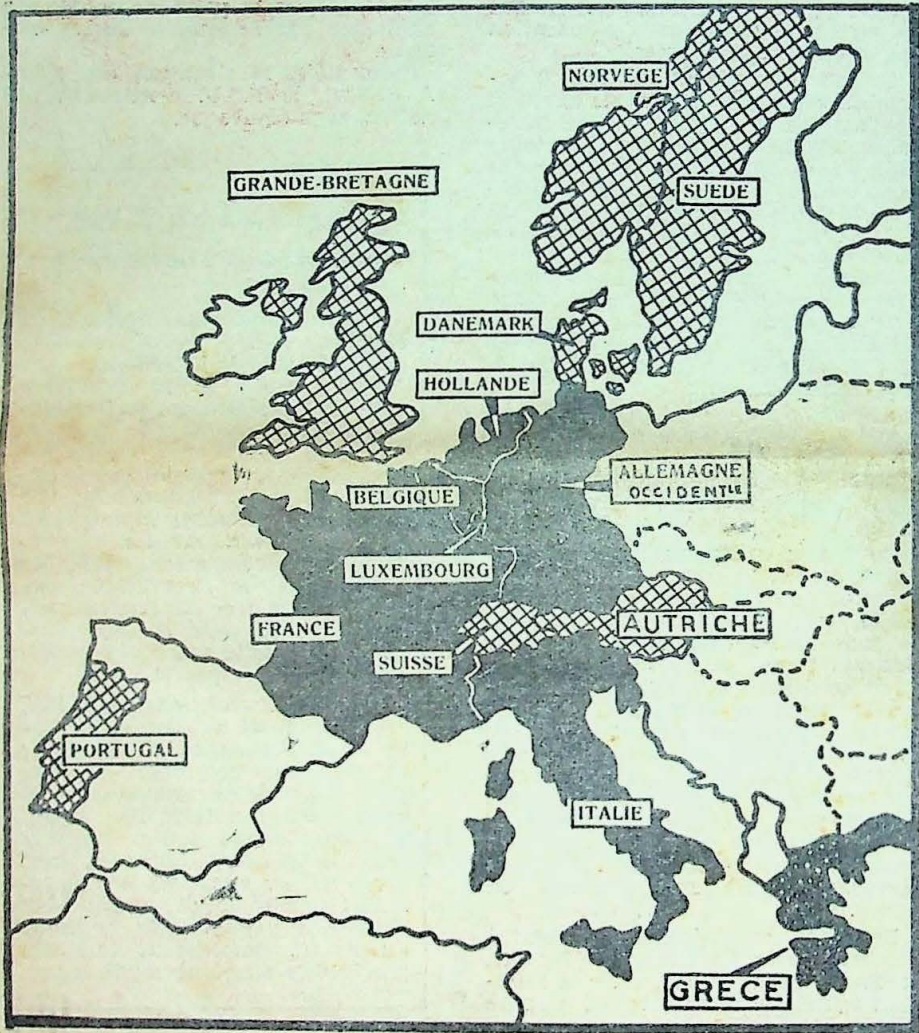
SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 219. — 19 DECEMBRE 1964

LA DISCUSSION S'OUVRE POUR UN CANDIDAT UNIQUE DE LA GAUCHE (pages 3 et 4)



(Photo A.D.P.)

L'EUROPE VERTE EST NÉE

Une fois de plus, après des nuits de discussion, le Marché commun agricole a été tiré d'affaire. Mais l'accord, réalisé le 15 décembre, à Bruxelles, a sans doute un caractère définitif. « Le point de non-retour est atteint », a déclaré M. Mansholt, vice-président du Marché commun. Les Allemands ont fini par accepter le prix commun du blé proposé par le ministre hollandais. A partir du 1^{er} juillet 1967, avec deux ans et demi d'avance sur le calendrier prévu par le traité de Rome, un marché unique sera institué notamment pour les céréales, les œufs, la volaille et le porc. Le Marché commun étant devenu irréversible, les négociations vont pouvoir se poursuivre sans ambiguïté, à Genève, entre l'Europe des Six, d'une part, les Etats-Unis et les pays de la zone de libre échange (en grisé sur notre carte), d'autre part. Cependant le problème de l'Europe politique demeure posé. Nous publierons très prochainement une étude de notre ami Serge Mallet sur le Marché commun agricole.

● CONGO

LES CONSIGNES DE MULÉLÉ AUX SIMBA

(page 8)

● CUBA

LE PROBLEME DU LOGEMENT

(page 6)

Courrier des lecteurs

• A propos de la mort d'Antoine Mazier

Nous avons reçu une lettre touchante de notre camarade Roger Barbat, instituteur à Ardon (Loiret), dont nous extrayons le passage suivant :

Savez-vous qui était Antoine Mazier ? Son père était ouvrier agricole. Antoine a été l'excellent élève type : premier à Pleaux (E.P.S.), premier à

l'E.N. d'Aurillac, premier en quatrième supérieure à Toulouse, puis à Saint-Cloud, puis prof' d'E.N., puis l'agrégation.

Et puis on peut dire qu'au cours de cette vie, il a toujours pensé qu'il devait faire tout ce qu'il pouvait pour les humbles, les faibles, et il l'a fait.

• A propos de "T.S."

● J. Mourier, Paron (Yonne)

De l'avis général, Tribune s'est nettement améliorée. Il y a encore un effort à faire. Les articles ne sont pas à la portée du monde ouvrier ou paysan. Par exemple, je ne pense pas que le dernier article de Serge Mallet soit compréhensible par tous les cultivateurs. Il faut une certaine formation économique pour l'assimiler (cf.

« entreprises concurrentes du type atomistique »).

En fait, l'avenir de Tribune dépend de la cohésion du P.S.U. Il importe qu'aux luttes stériles succède une discussion cordiale entre majorité et minorité. Pour nous, dont l'ambition est de réaliser l'unité du monde socialiste, il importe déjà de réaliser l'unité intérieure du parti. C'est un minimum.

● Raquin, Villefranche

Je n'avais pas l'intention de renouveler mon abonnement à votre hebdomadaire Tribune Socialiste.

Ce n'est pas que mes opinions aient changé ni que votre journal soit mal fait ou dépourvu d'intérêt. Au contraire, j'ai constaté depuis un certain temps une amélioration dont je tiens à vous féliciter.

Mais il me faut faire un choix et

trier le strict indispensable en raison de l'accroissement de mes diverses activités.

Néanmoins, la circulaire que vous m'avez adressée récemment m'a touché et je veux faire un geste qui atteste — même si ce n'est que faiblement — la sympathie que j'ai pour vos efforts :

● Jacques Perrin, Paris (14^e)

J'en profite aussi pour vous donner mon point de vue sur le journal, je pense que ça peut vous être utile de savoir ce que pensent vos lecteurs.

Dans l'ensemble, je le trouve d'ailleurs bien présenté. Vous avez retiré le billet de Jean Binot, c'est bien. La première page pour la vie des sections, c'est bon.

Dans les pages centrales, vos « études » sur tel ou tel problème politique sont souvent « longues ».

J'aimerais trouver des schémas et croquis comme vous le faites sur votre dernier numéro, page 4.

Soyez simple et précis. Un bon schéma bien fait explique mieux et reste bien dans les esprits.

Vous êtes lu par des intellectuels, d'accord, mais aussi par des ouvriers. Je sais que cela est dur d'écrire pour des couches et des niveaux sociaux différents, mais, pour avoir une large audience, faites-le.

Toutefois ce que je dis n'est pas à mettre au dos des deux derniers numéros, qu'on lit beaucoup plus facilement.

Un de vos lecteurs avait suggéré de faire de la dernière page une affiche, je crois que c'est une bonne idée. Une feuille négligemment abandonnée à un endroit que tout le monde verra ne sera pas toujours du papier perdu.

Est-ce qu'il vous serait possible aussi de faire une série d'articles sur l'Europe, espoir de demain ?

Expliquer clairement ce qu'est l'U.E.O. et tous les organismes qui existent, ce qu'ils font, leur but, comment essayer de faire avec les autres pays une Europe qui ne soit pas celle des marchands de canons.

Expliquer comment l'organisation politique européenne peut se faire.

● Jean Garef, Blois

Dans le contexte actuel (jeune marié, ma femme n'a pas de travail), ma position pécuniaire ne me permet pas de pouvoir vous faire un abonnement. Sachez que, dès que je pourrai, mon premier geste sera de vous demander un abonnement. Je tiens particulièrement à vous féliciter sur l'un de vos derniers numéros pour la « plate-forme » politique en vue de la candida-

ture présidentielle. C'est l'option la meilleure. Espérons que la « gauche » française l'entendra.

— Le Comité de Rédaction a décidé de se cotiser pour, dans la période difficile que traverse notre camarade, lui offrir un abonnement de six mois et l'aider ainsi à travailler pour le parti.

500 ABONNEMENTS NOUVEAUX EN UN MOIS

Les numéros spéciaux sur les élections municipales, le contre-plan et les élections présidentielles ont obtenu un grand succès. La vente a atteint jusqu'à trois mille exemplaires en plus du tirage habituel.

Nous avons volontairement fait coïncider notre campagne d'abonnements et de réabonnements avec la sortie de ces numéros spéciaux.

Près de cinq cents nouveaux abonnements ont été reçus.

Les Fédérations doivent continuer leur effort. Nous devons d'ici à janvier avoir atteint les mille

abonnements nouveaux. Ils sont nécessaires, nous l'avons dit, au maintien de T.S.

Nous remercions tous ceux qui nous écrivent et s'associent à notre effort.

Ils comprendront donc que les dépenses engagées pour les numéros spéciaux, et l'intense travail de rédaction et de composition qui en a résulté nous amènent, pendant les fêtes de fin d'année, à sortir le numéro de Noël, n° 220, et celui du Premier de l'An, n° 221, sur seulement huit pages.

H. P.

BELFORT

Dissolution de la Fédération

Le Comité politique national avait, dans ses réunions des 13 et 14 septembre, précisé à la Fédération de Belfort les conditions pouvant seules lui permettre de respecter la politique du parti à l'occasion de la préparation des élections municipales.

Le Conseil national des 7 et 8 novembre avait pris acte de la décision de l'assemblée générale de la Fédération de Belfort qui, le 30 octobre 1964, avait, par 38 voix et 1 abstention, indiqué « faire sienne la directive du mois de mai 1964 du C.P.N. concernant les élections de 1965 ». Le Conseil national laissait le soin à un congrès fédéral de régler le problème de ceux des membres du parti qui resteraient indisciplinés.

Ce congrès s'est tenu dimanche 13 décembre en présence de deux représentants du C.P.N.

Une majorité a voté une motion en totale opposition avec la précédente décision du 30 octobre 1964 et, par conséquent, avec les positions nationales rappelées lors du Conseil national.

Ce vote constituant un grave revirement politique de la part de la majorité de la Fédération, les camarades fidèles au respect de la ligne du parti se sont immédiatement réunis pour demander que « le C.P.N., réuni à Paris ce même jour, veuille bien immédiatement en tirer les conséquences et leur permettre de continuer au sein du P.S.U. la lutte pour faire triompher sans équivoque une politique de Front socialiste, c'est-à-dire l'union sans exclusive de toutes les forces politiques et syndicales de la gauche, seule capable de battre la réaction, qu'elle soit gaulliste ou non ».

Le C.P.N., constatant le revirement politique de la Fédération de Belfort, se devait donc, le temps de la réflexion ayant été assez long, de prendre

une décision ferme. A l'unanimité, la dissolution de la Fédération de Belfort fut décidée. Notre parti ne pouvant, en effet, tolérer que, pour des raisons locales, sa politique ne soit pas appliquée par l'ensemble de ses sections.

Désormais, la situation est claire. A Belfort, le P.S.U. continuera son action, sans équivoque.

Résolution du C.P.N. adoptée à l'unanimité

Le Comité politique national du Parti Socialiste Unifié constate qu'au congrès de la Fédération de Belfort, réuni le 13 décembre 1964, une majorité de cette Fédération s'est prononcée pour la constitution d'une liste qui s'étendrait à la droite et excluirait le Parti Communiste lors des prochaines élections municipales. Ainsi, revenant sur les engagements antérieurement pris, la majorité de la Fédération commet, pour la seconde fois en quatre mois, un acte d'indiscipline grave et adopte une ligne politique condamnée par le P.S.U.

Dans ces conditions, le C.P.N. prononce la dissolution immédiate de la Fédération de Belfort ; interdit aux membres de cette Fédération de se recommander, à aucun moment, du P.S.U. ; prend des mesures tenant toutes mesures pour constituer, dans les plus brefs délais, une nouvelle Fédération composée des camarades décidés à appliquer la politique du P.S.U., notamment lors des prochaines élections municipales.

Saint-Brieuc a fait à Antoine Mazier les obsèques les plus grandioses que la ville ait jamais connues

Plusieurs milliers de personnes ont suivi jeudi dernier le cortège funèbre de notre camarade Antoine Mazier, Conseiller général, maire de Saint-Brieuc, et membre du Comité politique national. Sur tout le parcours, une foule recueillie s'était massée, et c'était bien la ville tout entière qui s'associait à ce deuil, montrant ainsi, comme l'a dit un quotidien local qui n'est pas socialiste, « l'immense courant de sympathie qu'il avait drainé vers lui ».

Tous les camarades P.S.U. du département étaient là, ainsi que de nombreux sympathisants. E. Depreux et Henigon représentaient le Bureau national, et tous les départements bretons avaient envoyé des délégations. Nous avons été heureux de noter également la présence des camarades Tanguy-Prigent et Popereu.

Mazier avait voulu qu'il n'y ait aucun discours, souhaitant seulement qu'un bref adieu lui soit adressé, au nom du P.S.U. par notre camarade Y. Le Foll. Nous donnons ci-contre le texte de cette allocution :

Mon cher Antoine Mazier, Vingt années d'amitié et de luttes communes me valent aujourd'hui l'honneur et le pénible devoir de l'adresser, au nom du Parti Socialiste Unifié, un dernier adieu.

Tu as voulu, qu'à l'image de ta vie, cette ultime cérémonie soit aussi simple que possible, et personne n'évoquera donc aujourd'hui ni une brillante carrière universitaire, ni une vie politique exemplaire, ni simplement tes qualités d'homme.

Il est vrai que le nombre de ceux qui l'accompagnent une dernière fois montre, mieux que tous les discours, combien tu avais su mériter, dans cette ville et ce département, et même au-delà, l'estime, la confiance, la sympathie, l'admiration. Tu vas manquer terriblement à notre amitié, à notre travail, à notre combat, à toute la vie politique de notre région où tu tenais une si grande place. Tu manqueras surtout aux forces de progrès, à la classe ouvrière que tu aimais et dont tu avais traduit et partagé depuis toujours les in-

quiétudes et les aspirations. Aucun grand mouvement populaire ne se déroulait sans ta participation, et beaucoup songeront sans doute tout à l'heure à d'autres cortèges où tu marchais avec nous vers cette même place pour affirmer les idées qui t'étaient chères. La liberté, la paix, la démocratie, la justice sociale, ce sont peut-être des utopies pour les sceptiques. Toi, qui en trouvais la synthèse dans la doctrine socialiste et qui y voyais le seul moyen de donner à ceux qui travaillent leur pleine dignité d'hommes, tu as jugé, dès l'adolescence, qu'il valait la peine d'y consacrer ta vie. Et tu as eu depuis la clairvoyance et le courage de ne jamais dévier.

Mais tu savais que cette route serait dure, et que seul l'effort solidaire de tous les travailleurs pourrait la débayer de ses obstacles. C'était là aussi une de tes convictions profondes qui a guidé ton action depuis des années : la conviction que l'unité des forces du travail est la condition nécessaire de leur efficacité.

A Saint-Brieuc, tu avais su ins-

pirer et réaliser des rapprochements qui heurtaient bien des préventions, mais qui se sont révélés féconds et ont éveillé très loin de multiples échos. La section P.S.U. s'efforcera évidemment de poursuivre et de consolider cette entente.

Je voudrais vous dire, Claudine et Maurice, Pierre et Anne, la part que nous prenons à votre douleur, et vous, madame Mazier, qui venez de traverser depuis plusieurs mois une si rude épreuve, je suis sûr que vous trouverez dans l'affection de tous les camarades, un réconfort à votre peine. Nous sommes convaincus que vous tiendrez, malgré votre douleur, à reprendre dans le parti, le travail si efficace que vous y avez toujours assuré et, avec tous les camarades, nous ferons en sorte que le souvenir d'Antoine reste vivant, non pas dans un coin de notre mémoire, mais dans nos actes, pour poursuivre son œuvre.

C'est, je pense, mon cher Antoine, ce que tu aurais souhaité. Je te le promets, au nom des camarades, avant de te dire pour la dernière fois : ADIEU.

TROIS REPONSES AU P.S.U.

FAISONS le point. Pour éviter la division de la gauche aux prochaines élections présidentielles, nous avons, il y a quelques semaines, à l'issue du Conseil national de notre parti, écrit au P.C., à la S.F.I.O. et au candidat de ce parti, Gaston Defferre, en leur posant plusieurs questions, dont la plus importante concernait leur volonté de discuter un programme qui permettrait de présenter un candidat unique de la gauche.

Bien entendu, nous savions bien que nous n'allions pas tout de suite, par notre seule initiative, surmonter toutes les divergences, aplanir les difficultés et concilier les oppositions.

Ce que nous cherchions, au stade actuel de la campagne pour l'élection présidentielle, c'était de débloquent un mécanisme qui, manifestement, ne plaisait à personne.

Le P.C., vexé à juste titre du mépris où le tient Gaston Defferre, annonçait qu'il présenterait un candidat; la C.G.T. refusait d'amorcer la moindre discussion avec Gaston Defferre tant que celui-ci ne proposerait pas « l'union de toutes les forces démocratiques sans exclusive et basée sur un programme commun »; la C.F.D.T.-C.F.T.C. prenait de plus en plus ses distances devant le vague des options présentées par le maire de Marseille; nous-mêmes, au P.S.U., avions, depuis le début de sa sortie de l'inconnu, exprimé à plusieurs reprises nos réserves et nos exigences au candidat de la S.F.I.O.

Nous avions donc décidé, conscients de répondre au désir de la classe ouvrière et des masses populaires, de tout faire pour éviter le pire, c'est-à-dire de nouveau l'affaiblissement des forces de gauche par leur division.

Nos lettres étaient claires. Nos questions précises.

Elles ne sont pas restées sans réponse, ce qui prouverait, s'il en était besoin, leur opportunité.

Mais ces réponses ne sont pas encore toutes satisfaisantes.

Nous pouvons dire, malgré tout, qu'elles ont relancé la discussion entre les trois partis les plus représentatifs de la gauche française.

Le P.C. accepte d'ouvrir avec notre parti une discussion commune sur les bases de nos programmes respectifs. Nous considérons sa réponse comme positive. Ces prochaines semaines, nous commencerons dans « T.S. » l'analyse des points du programme du P.C. sur lesquels nous pensons qu'un rapprochement est possible et nous commenterons et expliquerons nos contre-propositions là où un désaccord existe.

La S.F.I.O. nous a répondu une longue lettre, écrite beaucoup plus pour être publiée à l'extérieur que pour permettre l'ouverture d'un dialogue constructif. Nous ne nous en formalisons pas, le procédé étant, comme on dit, « cousu de fil blanc ». Et nous savons bien que, pour l'instant, la S.F.I.O. est beaucoup plus intéressée par les élections municipales que par la candidature Defferre. Sa tactique, que nous condamnons sévèrement, étant de conquérir le plus de mairies possible avec n'importe quel soutien: P.C., M.R.P. ou indépendants, voire U.N.R., comme à Toulouse, et d'affirmer ainsi son « poids politique ». Nous concevons donc que, pour la S.F.I.O., en de telles perspectives, le programme est chose contraignante et gênante, le rappel à la lutte commune des partis de gauche un anachronisme et la dénonciation des fautes une hérésie.

Cela dit, la S.F.I.O. gagnera peut-être des mairies là où elle n'a plus de militants. Elle n'aura rien réglé sur le plan de l'unité socialiste. Elle aura, au contraire, apporté encore

plus de confusion. Et le gaullisme, en fin de compte, en tirera profit.

Nous prenons rendez-vous à ce sujet.

Reste Gaston Defferre. Il a répondu à nos questions (Nous le signalons, en passant, au journal de la S.F.I.O., « Le Populaire », qui n'en dit pas un mot.) Pas à toutes, bien entendu. Il a éludé celles qui posaient le préalable à toute discussion et qui concernaient son accord à l'établissement d'un programme qui puisse être vraiment défendu par les forces politiques et syndicales de la gauche.

Sur ce point, son silence est significatif et le communiqué du secrétariat national des « Comités H. 80 » l'indique bien.

« Gaston Defferre propose au pays une sorte de contrat national du progrès. »

Et la méthode a été précisée à Belfort :

« Par un dialogue engagé avec le peuple, Gaston Defferre expose à chacune de ses étapes un point précis de sa politique. A l'issue de son pèlerinage républicain, nous connaissons l'essentiel de ses points de vue. »

La faute initiale que nous n'avons cessé de démontrer continue. Gaston Defferre refuse toute discussion, il s'en tient à son « style ». Comment peut-il ne pas voir qu'il est dans l'erreur et qu'il s'éloigne de plus en plus de la condition qu'il reconnaît lui-même comme essentielle... « Rien de valable, de durable, ne saurait être entrepris sans l'accord, le soutien, la volonté de la nation tout entière. »

Dans ce cas, il ne peut y avoir deux conceptions: celle d'un gaullisme de gauche ou celle d'une démocratie socialiste. Nous ne voyons pas encore sourdre la seconde si nous reconnaissons la première.

Et nous la distinguons sans peine dans le choix institutionnel du maire de Marseille. Il a voté la Constitution de 1958. Il entend la respecter et ses réponses sur ce point sont décevantes. Mais elles sont dans la logique de son attitude. Désirant avoir la plus large majorité, il ne peut, préalablement à son élection, établir le moindre contrat politique. Par conséquent, les limites extensibles de cette coalition ne seront définies qu'après cette élection. Leur hétéroclisme commandera des arbitrages, des concessions, des accommodements. Il faudra composer et accorder des intérêts contradictoires. Cette fausse démocratie aura besoin des armes constitutionnelles de 1958. Le vêtement pouvant resserrer, mieux vaut le garder. Mais l'uniforme ne va pas toujours au citoyen! Il cherchera encore le chemin de la démocratie.

Nous retrouvons là notre point de désaccord le plus important peut-être.

Pour Gaston Defferre, l'important est de battre de Gaulle. Avec l'appui de tous ceux qui lui sont hostiles. Donc, dit-il, ne posons maintenant ni exigences de majorité ni exigences de programme.

Puis nous, nous répétons qu'une telle méthode fait le jeu du gaullisme, qu'elle est la plus mauvaise tactique à employer pour vaincre de Gaulle et que ne pas le comprendre c'est partir battu d'avance sur le terrain choisi par le gaullisme.

Defferre nous demande de lui faire confiance, à lui, sans nous dire avec quelle majorité il « modifiera » après-demain la Constitution de 1958 et sur quel programme il constituera le gouvernement chargé de « résoudre les grands problèmes économiques et sociaux qui devront prévaloir à toute réforme de la Constitution. » (Journal « L'Alsace » sur le commentaire des entretiens de Mulhouse.)

Parlant du contre-plan P.S.U., Gaston Defferre, plus objectif que les dirigeants de la S.F.I.O., a reconnu qu'il s'agissait « d'un effort tranchant heureusement avec un programme fourre-tout ». Mais Gaston Defferre, qui connaît toute la difficulté que peut représenter un exposé économique à l'Assemblée

nationale, ne nous semble pas avoir bien fait la synthèse de notre texte. Nous sommes prêts à lui fournir tous les renseignements complémentaires lui permettant de revoir son argumentation concernant les critiques qu'il a apportées, et en particulier sur deux points :

1° Sur le plan des crédits militaires: bien que nous souhaitions en voir un jour la suppression, nous savons bien que les conditions ne sont pas actuellement remplies. Notre projet de contre-plan prévoit la suppression des crédits pour la force de frappe et maintient les crédits pour les forces conventionnelles à leur niveau actuel, ce qui doit permettre l'économie de 1.500 milliards d'anciens francs en cinq ans (voir tableau chiffré en faisant état).

2° Sur l'« irréalisme » qu'il y aurait à proposer la réduction de la durée du travail en même temps que serait assuré un taux de croissance de 5,5 %, nous répondons que cela est possible et que les services officiels le savent fort bien. Ils se limitent au taux de 5 % en recherchant en même temps une détente du marché de l'emploi, ce qui veut dire que, pour eux, le plein emploi n'est pas nécessaire. Gaston Defferre sait bien qu'il y a actuellement au pouvoir une politique qui ne croit pas au plan qu'elle propose et qui se limite au taux de croissance de 5 %. Il sait bien que si la gauche prenait le pouvoir, elle devrait proposer des réformes de structures fondamentales de la société capitaliste et que les mesures simples: plein emploi des disponibilités actuelles de main-d'œuvre, recours assuré à la main-d'œuvre féminine et à l'immigration étrangère, augmentation des investissements productifs, entre autres, sont des conditions nécessaires mais suffisantes pour atteindre le taux de croissance de 5,5 % tel que le contre-plan du P.S.U. le propose.

La porte reste également ouverte à la discussion des propositions concernant l'Education nationale mais, avant, nous voudrions bien comprendre. C'est bien M. Gaston Defferre, membre de la S.F.I.O., qui, parlant de l'école laïque, a dit qu'il « ne pouvait pas encore se prononcer ». Nous aimerions savoir si c'est bien là l'opinion de la S.F.I.O. et si elle cautionne des déclarations qui tendent à faire porter les responsabilités d'une éventuelle querelle scolaire sur les défenseurs du principe de la laïcité de l'Etat? Pour nous, attachés à la défense de l'école publique, nous nous attendions à des explications plus claires et plus conformes aux principes communs à tous les hommes de gauche. Nous ne pourrions en aucun cas nous y associer.

Allons! Convenons-en. Il n'est pas facile d'être compris. Ou plutôt quel mal se donne-t-on, en politique, pour répondre en faisant semblant de ne pas avoir entièrement compris!

Devant ce fait, on peut avoir deux attitudes :

- se décourager et renoncer ;
- prendre acte, comprendre et continuer.

Nous prendrons acte, pour notre part. Le silence est rompu. Nous allons continuer à parler, à dire ce que nous pensons, à le dire à ceux qui veulent bien l'entendre et à ceux qui font semblant de ne pas l'écouter.

Et si quelqu'un vient à dire que nous sommes gêneurs ou quelque chose d'approchant, nous répondrons que nous le savons et que nous le faisons exprès.

Nous serons patients, attentifs, fermes, tenaces, jusqu'à ce qu'on nous ait entendus.

Nous demandons seulement à nos interlocuteurs de bien vouloir ouvrir avec nous le temps de la réflexion.

Pour le moment et avant qu'il ne soit trop tard.

Harris Puisais.

Résolution du Comité politique national du P.S.U., des 12 et 13 décembre, adoptée par 26 voix contre 17

Le Comité politique national enregistre le grand succès remporté par le mouvement de grève du 11 décembre dans l'ensemble du secteur public et de larges zones de l'industrie privée. Menée dans l'unité, cette grève a donné un sérieux avertissement au gouvernement.

Elle a souligné la double nécessité de profondes réformes de structures du secteur nationalisé et d'un changement de politique. Elle a mis en lumière l'importance de la stratégie du contre-plan défini par le Congrès du Parti.

L'exemple d'unité dans la lutte qui a été donné le 11 décembre montre comment devrait être menée l'action unique

de la gauche: socialistes, communistes, syndicalistes et démocrates au cours des batailles électorales prochaines pour les élections municipales et pour la présidence de la République.

Le P.S.U. s'était adressé dans cet esprit au Parti Communiste et à la S.F.I.O. ainsi qu'à son candidat à la présidence de la République: Gaston Defferre.

Le C.P.N. a discuté des premières réponses reçues et de la suite à leur donner pour développer le mouvement d'unité vers un programme commun et pour un candidat unique.

Le Parti Communiste, sans répondre encore sur le fond à nos questions, pro-

pose une discussion simultanée sur son programme de 1963 et sur les propositions du P.S.U. Le C.P.N. souhaite l'ouverture de cette discussion dans cette perspective unitaire qui a toujours été la sienne.

Le C.P.N. regrette d'avoir reçu de la S.F.I.O. et de Defferre des réponses négatives quant à la nécessité d'une discussion sur l'établissement d'une plateforme commune. Il constate cependant que, tandis que la direction de la S.F.I.O. a cru pouvoir refuser purement et simplement le débat, son candidat a été conduit à répondre à un certain nombre de questions qui lui avaient été posées.

Les réponses montrent que si, sur certains points, les idées mises en avant par notre Parti commencent à être largement admises, de graves divergences subsistent, notamment dans le domaine constitutionnel et dans celui de la politique internationale.

Le C.P.N. pense que la discussion doit, non seulement être poursuivie, mais élargie et étendue. Elle doit être menée avec les partis, les syndicats et les diverses organisations populaires et adaptée aux conditions locales, aux possibilités d'accord qui existent dans un certain nombre de départements afin d'aboutir à la candidature unique de la gauche.

LES RÉPONSES DU P.C. ET DE LA S.F.I.O. AUX LETTRES DU P.S.U.

— « Tribune Socialiste » qui avait publié les lettres adressées par le Bureau National du P.S.U. aux directions du P.C.F. et de la S.F.I.O., publie aujourd'hui les réponses que les camarades Waldeck-Rochet et Georges Brutelle ont faites au nom de leurs partis.

— Le Comité politique national réuni les 12 et 13 décembre a adopté une résolution qu'on lira dans ce numéro et il a désigné à l'unanimité une commission chargée d'étudier les réponses qui nous sont faites et de poursuivre la discussion désormais engagée. Le P.S.U. s'adressera au Parti communiste qui a manifesté son accord pour une telle procédure ; il s'adressera également à la S.F.I.O., car il ne considère pas que ce parti puisse rester longtemps silencieux sur des questions que son candidat a cru nécessaire d'évoquer lors de sa récente tournée dans l'Est.

— L'unité des forces populaires pour battre de Gaulle exige que la discussion s'ouvre entre toutes les forces de gauche ; elle exige aussi que les questions abordées ne soient pas limitées à de lointaines perspectives, mais portent d'abord sur les problèmes d'aujourd'hui, sans en esquisser aucun.

La réponse du Bureau du Parti Communiste

Chers camarades,

Nous avons pris connaissance de votre lettre du 23 novembre dernier relative aux prochaines élections à la présidence de la République.

Dans cette lettre, vous exprimez l'opinion que ces élections peuvent être l'occasion d'une importante bataille politique contre le régime gaulliste, mais que, pour cela, il est cependant nécessaire de remplir deux conditions.

« Il faut, précisez-vous, que la gauche se mette d'accord sur les éléments d'un programme capable de mobiliser les forces populaires ; il faut qu'elle s'entende sur le nom du candidat qui défend ce programme. »

Nous rappelons que, dès décembre 1963, notre Parti Communiste a exprimé une position semblable quand il a déclaré « qu'il souhaite ardemment que tous les partis démocratiques se mettent d'accord pour opposer au candidat du pouvoir personnel un candidat d'union de toutes les forces démocratiques, mais qu'il ne saurait envisager de se prononcer, dès le premier tour de scrutin, pour un candidat non communiste sans un accord précis sur un programme commun prévoyant notamment des institutions démocratiques ainsi que les moyens de le faire aboutir ».

De plus, nous avons adressé le projet de programme adopté par nos congrès, comme base de discussion, à votre Parti et à tous les partis et organisations démocratiques.

Vous indiquez, dans votre lettre, que vous ne faites aucune objection

à notre proposition de discuter du programme qui serait commun à tous les membres de la coalition de gauche.

Nous continuons à penser que c'est là la meilleure méthode pour aboutir à un résultat positif.

Evidemment, de même que nous soumettons notre projet de programme à la discussion, nous trouvons normal que votre Parti et les autres partis démocratiques puissent, eux également, soumettre à celle-ci leurs propres projets.

C'est en effet à partir des différents projets — et non d'un seul — qu'il convient de discuter en vue d'aboutir à un programme commun.

Quant aux cinq questions que vous posez dans votre lettre, nous vous faisons observer que notre projet de programme, mis au point par notre XVII^e Congrès, apporte à celles-ci les réponses que nous considérons comme valables.

Mais, évidemment, nous sommes entièrement disposés à une franche discussion avec les représentants des différents partis et organisations démocratiques en vue de parvenir, à partir des propositions des uns et des autres, à un programme commun répondant aux intérêts de notre peuple et de la nation.

Nous vous prions de croire, camarades, à nos sentiments communistes.

Pour le Bureau politique :

Waldeck Rochet,

secrétaire général
du Parti Communiste
Français.

La réponse du Parti Socialiste

Aux membres du Bureau national du P.S.U.,

Camarades,

Le Bureau du Parti socialiste S.F.I.O. a examiné votre lettre du 23 novembre dont il avait eu par ailleurs connaissance par la voie de la presse.

S'agissant de la candidature de Gaston Defferre, nous souhaitons en effet qu'elle devienne la candidature de tous les hommes de gauche réellement décidés à mettre en échec le pouvoir personnel. Nous ne nous résignons pas plus que vous à l'hypothèse d'une pluralité des candidatures de gauche. Mais nous pensons qu'il y a contradiction entre la volonté sans cesse réaffirmée de mettre fin à la conception gaulliste du rôle du Président de la République et celle de négocier un programme entre des formations politiques à l'occasion des élections gaullistes.

Par ailleurs, vous tentez d'amorcer une fois de plus avec le Parti communiste, en même temps qu'avec la S.F.I.O. une discussion sur des questions de programme.

Or notre 54^e congrès national a fait en ces termes le point de nos rapports avec le Parti communiste :

« Le problème de nos rapports avec le Parti communiste doit être également clarifié.

« L'action socialiste en vue de la réalisation d'une société socialiste n'exclut évidemment pas les moyens authentiquement révolutionnaires mais exige, par respect pour notre propre finalité, le droit des minorités d'être respectées.

« C'est ce qui nous sépare fondamentalement du Parti communiste, qui reste fidèle à l'interprétation léniniste de la dictature du prolétariat.

« Certes, une évolution sensible semble se manifester à l'intérieur du monde communiste occidental, et en particulier au sein de sa jeunesse.

« La reconnaissance publique du caractère criminel des actes commis pendant l'ère stalinienne et des décisions politiques erronées prises à cette occasion, et inlassablement dénoncés par le Parti socialiste, représente un progrès incontestable pour l'avenir du mouvement ouvrier international. Mais nous rappelons que le stalinisme et le culte de la personnalité sont postérieurs à la scission survenue en 1920 au sein du mouvement ouvrier.

« D'autres divergences demeurent. En particulier, les questions du parti unique, de la structure de l'Etat socialiste, des relations avec l'U.R.S.S., de l'absence de démocratie interne au parti, du rôle du syndicalisme et des conceptions en matière internationale n'ont pas reçu de réponses satisfaisantes pour le Parti socialiste.

« Le Parti socialiste ne doit pas craindre d'exposer publiquement ce qui différencie le bolchevisme du socialisme démocratique.

« C'est pourquoi, et sans renier en aucune façon les résultats du Front populaire et du tripartisme, le Parti socialiste constate que les conditions nécessaires à un accord politique avec le P.C. et aux actions communes en

décollant ne sont pas remplies. « Mais le fait que nous rejetons les conceptions bolcheviques et que nous apprécions en théorie et en pratique le danger communiste ne nous fait pas négliger le danger que la réaction fait peser sur les institutions démocratiques. Nous refusant à lui permettre un triomphe facile, nous n'excluons pas par conséquent une tactique défensive avec le Parti communiste contre un péril déclaré. »

Depuis, fidèles à nos décisions, nous avons recherché le dialogue public sur les questions fondamentales avec le Parti communiste. Vous savez où nous en sommes d'un débat qui concerne tous les démocrates socialistes comme ceux des travailleurs qui restent attachés au Parti communiste.

Il en résulte que nous ne pouvons dans ces conditions envisager des discussions susceptibles d'aboutir à la négociation, serait-ce par votre truchement, d'un programme commun avec le P.C.

Est-il besoin d'ajouter que de toute façon, si telle ou telle forme de discussion nous était apparue possible et nécessaire avec le Parti communiste, nous aurions pu l'engager sans recourir à votre intermédiaire ? Et, bien que vous soyez évidemment concernés par le problème de la réunification ouvrière, vous savez bien qu'en l'état actuel des forces, seuls le P.C. et la S.F.I.O. peuvent jouer un rôle déterminant en la matière.

Mais en attendant qu'une évolution plus décisive du monde communiste nous permette de développer dans de meilleures conditions la discussion fondamentale sur les problèmes de l'unité avec les communistes, nous avons pensé nécessaire de travailler en priorité au regroupement des démocrates socialistes. La recherche d'un tel regroupement autorise des échanges de vues comme ceux qui ont lieu au sein des colloques socialistes. Elle suppose cependant que nous ne nous attachions pas à vouloir apporter des solutions négociées entre des forces inégales à des problèmes d'actualité qui, une fois notre unité réalisée, seraient tranchés au sein de l'organisation par la voie démocratique.

Si, comme nous-mêmes, vous avez le souci de l'efficacité, vous conviendrez que notre premier objectif doit être de réaliser l'unité des démocrates socialistes. Dans ce cas, ce n'est pas de questions circonstancielles même importantes que nous devons ensemble débattre, mais des problèmes fondamentaux et permanents qui préoccupent les socialistes en matière d'idéologie et d'organisation du mouvement.

Nous souhaitons que vous nous compreniez et vous prions de croire, camarades, à l'assurance de nos sentiments socialistes.

Georges Brutelle,
secrétaire général adjoint.

LITTÉRATURE ET POLITIQUE

Sartre à la Mutualité



Une participation qui a fait grincer des dents...

Cinq mille personnes, écrasées, compressées, bousculées, comme dans le métro aux heures d'affluence, plus un millier de jeunes installés dans une salle annexe, assis n'importe où, sur les chaises, les tables, à même le sol dans les couloirs, sur les marches, sans oublier des centaines de garçons et filles, à l'extérieur, mécontents d'être refoulés. Rarement pour ne pas écrire jamais, l'on avait vu une telle foule envahir la Mutualité à l'occasion du débat organisé par nos amis du journal « Clarté » sur le thème : « Que peut la littérature ? ». Il est vrai que parmi les orateurs inscrits il y avait J.-P. Sartre et Simone de Beauvoir et que la soirée organisée par l'U.E.C. avait pour objectif principal la sauvegarde de l'hebdomadaire des étudiants communistes, qui risque de disparaître comme « Libération ».

La participation de Sartre à ces débats a fait grincer des dents et des plumes. Ne parlons pas de « L'Aurore » ou de « Paris-Presse », le fait est trop banal. En revanche, intéressons-nous à cette « gauche » qui, sous les rires des tenants du régime conti-

nue à se dévorer à belles dents.

Ainsi, après Claude Simon qui, dans « l'Express » donnait de bien mauvaises raisons à son refus d'être présent à la Mutualité, voilà qu'un certain Lapassade reprend le relais dans « Combat » et crache son venin sur l'auteur de « La Nausée ». Il rage. Passe encore de refuser le prix Nobel, mais écrire un extraordinaire article pour le n° 1 du « Nouvel Observateur » et participer quelque temps après à la soirée de l'U.E.C. pour le renflouement de « Clarté », c'en est trop pour M. Lapassade. « L'obligation, écrit-il, où se trouve placée une partie de la gauche « Clarté » et le « Nouvel Observateur » d'utiliser Sartre comme panneau publicitaire, comme tête d'affiche. »

Pauvre Lapassade, plumitif de service, volant au secours d'Axelos et de Claude Simon. Le premier rageant de ne pas se compter parmi les amis de Sartre, le second désespéré de ne pouvoir conquérir le « Quartier Latin ». D'ailleurs, la manœuvre est cousue de fil blanc. Relisons les lamentations

de sieur Lapassade : « ...le nouveau roman remet à leur vraie place ces deux monuments de la littérature académique que sont « Une mort si douce » et « Les Mots ». Cela, Claude Simon le montrait très clairement l'autre jour... Mais je ne suis pas sûr que le Quartier Latin l'ait compris. Le quartier est conservateur, et Claude Simon y fait moins recette que Sartre. »

Voilà le mot lâché. Voilà selon Lapassade à quoi rêve l'auteur de « La route des Flandres », avoir sa statue place de la Sorbonne au milieu des étudiants qu'il a tant aimés. Vous avez là Claude Simon un bien piètre défenseur !

On a les amis que l'on mérite, c'est

connu. Que Sartre ait choisi d'écrire dans « Le Nouvel Observateur », et de participer à la relance de « Clarté » cela fait hurler. Cette fausse gauche, qui après la chute de « Libération » et l'estocade de « Clarté » par le P.C., s'appretait déjà à récolter les fruits.

« Le Nouvel Observateur » gagne le Quartier Latin, « Clarté » peut-être, et nous le souhaitons, continuera sa parution, tandis que Claude Simon doit rêver de devenir le Robespierre de demain, depuis que J.-P. Sartre a déclaré : « J'espère bien que le nouveau roman va déclencher la révolution. »

Marcel Aizertin.

plutôt), Tixier-Vignancœur et en face... De Gaulle et Defferre. »

Quarante millions de Français arbitreront...

La voix de basse, bien posée, surprend. Mais tous les « effets » de cet acteur qu'est un avocat vous tombent sur le dos en même temps. Il ne manque que les manches de la robe... On n'est plus sur un ring mais au prétoire. C'est pareil.

Et tout s'enchaîne. L'anticommunisme, le nationalisme. La perte de l'empire. Le racisme. Verdun et Dien Bien Phu. L'armée que l'on trahit. La jeunesse qui doit marcher au même pas (de l'oie ?). Les impôts, le poujadisme. Et toujours et toujours le fascisme, le racisme. Nous sommes en pleine folie. L'antisémitisme. Au passage j'ai relevé : « Si j'affrontais Mendès, je saurais contre QUOI je me bats... »

On salue Napoléon au passage, et on serre la main, démocratiquement, à Isabeau de Bavière qui, si elle trahit la France, « avait l'excuse d'être de Bavière ». Là, ça passe très nettement au-dessus des spectateurs...

Ils s'en foutent d'Isabeau de Bavière. Ils veulent qu'on leur parle de

l'Algérie perdue. Et uniquement de ça.

Tixier a compris et remonte son disque. On applaudit. De nouveau, Pétain qu'il faudra transporter à Douaumont. Et « les meilleurs Français » qui sont en prison (vous savez, ces braves gens qui ont nom, Salan, Jouhaud, Gardy et consorts...). Il faudra bien les libérer. La panoplie de leurs décorations sur la poitrine. Au son de la musique de la Légion étrangère.

Camelot du roi quand il avait vingt ans, ministre de Vichy, avocat de tous les membres de l'O.A.S., Tixier-Vignancœur continue...

La veille, le Cirque de Reims était plein de grévistes, dehors il y avait encore des grévistes... et plus de 1.000 C.R.S. Et 6.000 grévistes ont manifesté dans toutes les rues de Reims, malgré quelques heurts (comme disent pudiquement les autorités) avec le service d'ordre.

Le peuple a répondu à sa manière et à l'avance.

A Reims, Tixier-Vignancœur n'a pas fait ses frais...

Lucien Lapierre.

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Tixier - Vignancœur à Reims

Samedi dernier, 16 heures. Le Cirque de Reims. 1.500 personnes attendent la venue de « T.V. », au milieu des drapeaux tricolores. Les haut-parleurs déversent de la marche militaire, en veux-tu, en voilà.

Les premiers rangs sont vides ; il est vrai qu'aucune publicité n'a paru dans le journal local, annonçant la venue du candidat. Deux ou trois cents affiches, placardées aux endroits stratégiques par les étudiants de la F.N.E.F., et très souvent lacérées.

On s'est bien amusé, les nuits dernières, dans les rues de Reims...

Au milieu de la salle, il y a du manteau de vison et du nœud papillon. Juste ce qu'il faut. Il y a du crâne usé par le képi militaire. Il y a surtout des rapatriés d'Algérie et quelques vieux messieurs venus revivre Verdun et Douaumont. Ils ne peuvent pas s'en passer.

Il y a aussi qu'un récent sondage d'opinion accordait 12 % des suffrages à Tixier.

Les lumières s'allument. Quelques « Ah ! ». Applaudissements à l'arrivée à la tribune de Le Pen, Thomazo, Tixier.

La séance sera présidée par un ancien, Kibolet, ancien ministre des Anciens combattants.

Comme dit Tixier, sans rire : « J'ai la jeunesse du pays derrière moi. »

Oh ! Jean-Louis, tu galèges !

C'est parti.

Le Pen, qui n'arrête pas de se frotter les mains pendant qu'il parle, veut, à tout prix, nous prouver que de Gaulle est communiste. Comment ? Il a « bradé » l'Algérie à cette « racaille marxiste » qui ne pourrait survivre si nous ne lui donnions de l'argent. Il a reconnu la Chine populaire et est au plus mal avec les Américains.

Simple, mais il fallait y penser.

Cette démonstration ne nous convainc pas, bien sûr. Mais souvenez-vous de la belle époque du maccarthysme aux U.S.A. Eisenhower était communiste. Truman était communiste. Oppenheimer était communiste.

Souvenez-vous de la dernière campagne électorale de Goldwater...

Et voici, comme dit Le Pen, le futur

président de la République.

On se croirait sur un ring de boxe. « A ma droite (à mon extrême droite,



Un cri qui a fait le tour du monde...

(Photo Kagan)

ESPAGNE

Pour la défense des prisonniers politiques

Des centaines de militants du mouvement ouvrier et révolutionnaire espagnol ont été arrêtés ou déportés en juin : membres des syndicats clandestins, militants d'avant-garde et révolutionnaires, grévistes mineurs, métallurgistes, ouvriers agricoles, militants trotskistes et oppositionnels communistes du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de « Chispa », de « Proletario », du Parti Socialiste Unifié de Catalogne, du Parti Communiste d'Espagne (« Mundi Obrero Revolucionario »), des militants communistes, socialistes.

Ces militants ont été arrêtés, battus, gardés au secret par l'appareil répressif du franquisme.

Ces arrestations prennent toute leur signification à la lumière de la crise actuelle du régime franquiste. Ce sont d'abord les mouvements de grèves : dans les Asturies, à Bilbao, parmi les ouvriers agricoles d'Andalousie, chez les ouvriers et les employés, les étudiants, les intellectuels de toutes les régions d'Espagne.

Depuis quelques années, en dépit de la répression, les manifestations de rue se multiplient. Malgré la répression, les déportations sans interruption depuis quatre ans, les mineurs asturiens imposent dans les faits leur droit à la grève et leurs syndicats clandestins. Aujourd'hui, les emprisonnements des militants syndicaux, politiques, révolutionnaires représentent une dernière tentative d'intimidation pour freiner ce mouvement. Mais pas plus que les autres déportations massives des mineurs en 1962, ces arrestations ne pourront arrêter un processus qui ne cesse de grandir et de se développer.

Défendre les prisonniers c'est soutenir cette lutte des masses travailleuses en Espagne, c'est soutenir les militants d'avant-garde espagnole.

Nous appelons tous les travailleurs, les organisations ouvrières syndicales et politiques, les étudiants, les intellectuels de France et de toute l'Europe à s'unir dans un Front avec tous ceux — ouvriers, paysans, étudiants — qui luttent en Espagne.

Nous appelons à lutter pour la libération immédiate et inconditionnelle de tous les emprisonnés politiques et syndicaux en Espagne.

Nous appelons à lutter avec ces militants de la révolution espagnole pour les droits démocratiques et syndicaux du peuple espagnol : droit de grève, de parole, de presse, de réunion d'association syndicale et politique, pour la suppression des syndicats verticaux (corporatifs) et la reconnaissance des syndicats ouvriers indépendants.

Nous appelons à organiser toutes les actions, à exercer toutes les pressions

pour la libération des emprisonnés : signature d'appels, pétitions, résolutions, manifestations aux ambassades.

Nous appelons à la solidarité fraternelle et financière la plus grande avec les emprisonnés des Asturies, de Barcelone, de Séville, de Madrid, etc., qui luttent pour les droits des masses espagnoles et pour le socialisme en Espagne.

Nous appelons à la formation de comités locaux dans les usines, les quartiers, les villes et les universités. Nous appelons à s'incorporer au comité.

Adhérez, signez, souscrivez !
Comité pour la libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux en Espagne, pour les droits démocratiques des masses espagnoles.

S'adresser : SANTERNE, 4 bis, rue du Bouloi, Paris (1^{er}). (C.C.P. Paris 21-418-93.)

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :
ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20
● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e)
Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0.50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
68-61, rue La Fayette Paris (9^e)

BULLETIN DE COMMANDE

NOM

Adresse

Passer commande de

- | | | | |
|---------|--|--------|-------|
| 1. | TS n° 215 sur les Municipales | à 0,20 | |
| 2. | TS n° 216 sur le Contre-Plan | à 0,45 | |
| 3. | TS n° 217 sur les Présidentielles | à 0,20 | |
| 4. | Affiches Municipales (3 couleurs) | à 0,15 | |
| 5. | Affiches Présidentielles | à 0,15 | |
| 6. | Tract Municipal | à 0,01 | |
| 7. | Tract Président. (Appel aux Trav.) | à 0,01 | |
| 8. | 1 ^{er} Dossier Municipales (fiches) | à 2,00 | |

Ci-joint un chèque d'un montant de

PAIEMENT A LA COMMANDE. Tribune Socialiste, C.C.P. 5826-65 Paris

CUBA

Le problème du logement : une véritable bataille

La majorité de la population mondiale est affectée par un problème commun : le logement.

Le déficit augmente année après année dans les pays sous-développés et même dans beaucoup de nations capitalistes de niveau économique élevé.

Comme exemple, au Brésil, 780 personnes sur 1.000 manquent de logement adéquat. Une carence actuelle de 10 millions de logements suppose la nécessité de construction minimum de 500.000 maisons par an pour couvrir le déficit de vingt années. Pour les nouvelles familles qui s'ajoutent chaque année, le Brésil devrait construire approximativement 485.900 logements. En raison de ces deux facteurs, le pays devrait construire à peu près un million de logements par an. Cependant, il n'en construit que 125.000 (moyenne de 1950-62).

En Argentine, sur une population de 22 millions d'habitants, 6.400.000 manquent de logements habitables. En ajoutant les nécessités qu'imposent l'accroissement de la population et le manque de logements actuel (1 million 500.000), on suppose une production annuelle de 162.000 maisons au minimum dans les vingt prochaines années pour résoudre le problème. Cependant, l'Argentine construit seulement 54.000 logements par an.

La crise du logement au Chili affecte 2.600.000 personnes dans un pays qui compte au total (recensement de 1960) 7.500.000 habitants. Remédier au déficit de vingt ans suppose une nécessité de construction (ajoutant les nécessités de restauration de logements et l'accroissement végétatif de la population) de 70.500 logements par an. Le Chili construit actuellement 35.000 logements.

Une situation chaotique

Cuba, avant le triomphe de la révolution, n'échappait pas à ces règles. La situation dont hérita le gouvernement révolutionnaire était réellement chaotique. Alors que dans les villes (La Havane, principalement) il y avait des centaines d'appartements

L'examen du permis de conduire est-il une mascarade ?

Quelles sont les chances des candidats ?

Les accidents d'automobile sont-ils dus à des défaillances de mécanique ou de conducteurs ?

Sont-ils provoqués par l'étroitesse des routes ou par l'absence de jugeote ?

Les réponses à ces questions, vous les trouverez dans le livre qui vient de paraître (1) *Les Tribulations d'un moniteur d'auto-école*, de Sébastien Soler.

Ce récit satirique, avec ses « remarques et suggestions », est aussi un « réquisitoire contre les méthodes actuelles d'examen » et en même temps un plaidoyer pour les candidats au permis de conduire ».

(1) Editions du Scorpion, 1, rue Lobineau, Paris-6. (Prix : 11 F.)



Comme partout ailleurs, des logements inabondables pour la majorité des travailleurs...

vides, les quartiers indigents s'élargissaient de plus en plus, les possibilités communes pour les familles étaient l'entassement et la promiscuité. Dans le secteur rural, les conditions allaient au-delà des limites humaines de logement.

Les constructions étaient axées — notons l'absence presque totale de plans de l'Etat — sur l'édification d'appartements inabondables pour la majorité des travailleurs. Le logement, tel qu'on le conçoit aujourd'hui, était disponible pour une infime minorité du peuple.

Selon les chiffres du recensement des logements de 1953, 46,6 % du total des logements (791.000 urbains et 464.000 ruraux) furent qualifiés de « en ruine » ou « en mauvais état ».

96,6 % des habitations rurales et 57,2 % des habitations urbaines n'avaient pas de water.

A La Havane, 38,8 % seulement des logements possédaient un w.-c. personnel et 60,4 % une salle de bains.

10 % seulement de la population habitaient dans des maisons jugées « bonnes ».

Les murs et le toit de 78 % des habitations rurales étaient faits avec des feuilles de palmier et le sol était en terre battue ; 2,3 % avaient l'eau.

26 % des habitations rurales étaient estimées en ruine et 49,2 % en mauvais état.

36 % de la population totale du pays habitaient dans les maisons qualifiées de « mauvaises ».

Pendant toute la période de semi-colonialisme et même dans l'époque située entre 1945 et 1958, considérée comme celle de plus grande intensité de construction dans l'histoire du pays avant 1959, la demande de logements fut seulement satisfaite au tiers de l'accroissement de la population.

Pendant cette période, le nombre de logements bâtis sans permis de construction, sans aide technique et sans remplir les conditions minima d'habitabilité était beaucoup plus élevé que ceux construits avec le concours d'architectes. L'investissement dans ce domaine fut presque constitué par des capitaux privés dans des buts de gain. Nous voyons donc que 80 % des constructions de l'époque se

firent à La Havane où, de par ses conditions économiques, il y avait de plus grandes possibilités que dans le reste du pays.

D'après les statistiques du Collège des architectes, de 1945 à 1958, 143.170 logements furent construits à Cuba, catalogués comme bons ou acceptables. Parmi eux, 1.400 seulement furent construits par l'Etat.

La moyenne annuelle de construction de logements durant ces quatorze années fut de 10.020.

De grands changements

A partir du triomphe de la révolution, Cuba a opéré de grands changements dans le problème du logement. D'abord furent dictées des lois par le gouvernement révolutionnaire (loi sur les loyers, loi sur les terrains urbains et loi de la réforme urbaine) dans le but de préparer les conditions qui rendraient possible la solution du problème de l'habitat.

Mais, logiquement, lorsqu'on hérite un déficit de logements aussi grand que celui de Cuba, le problème ne peut se résoudre en quelques années. La demande de constructions pour répondre à l'accroissement de la population et principalement l'énorme déficit accumulé par les maisons en mauvais état exige de grandes ressources qui ne peuvent être obtenues que grâce à des plans de développement à long délai.

Tout d'abord, il est nécessaire de donner la priorité à des investissements productifs pour le développement industriel et agricole qui puisse apporter les ressources suffisantes à résoudre d'autres problèmes, dont le logement. C'est-à-dire qu'il faut d'abord éliminer la base économique fragile du pays, construire de nouvelles sources de richesses, enrayer le sous-développement.

Ensuite, il est nécessaire de créer une ample industrie de construction : usines de ciment, de préfabriqué, d'accessoires, de sanitaires, etc.

Cependant, le développement constructif des cinq premières années, canalisé à travers diverses institutions et secteurs de l'Etat et secteurs privés, sans coordination centrale, a dépassé dans une proportion de 70 %

environ la moyenne annuelle de constructions existant entre 1945 et 1958, étant donné que l'on a construit dans le premier quinquennat de la révolution 85.447 logements, tant par le secteur de l'Etat que par le secteur privé.

Le secteur de l'Etat, au moyen du Plan de relogement des ouvriers des centrales sucrières, le Département de logements paysans, le Plan des Sierras, le Plan de coopératives ou fermes de la canne à sucre et les constructions de la part des Fermes du peuple, ont fourni, dans les zones rurales, 26.050 logements, répartis dans plus de cent vingt villages qui comprennent également des systèmes complets d'aqueducs et d'égouts, des parcs, des écoles et autres services communaux comme des centres commerciaux, cliniques, centres sociaux, bibliothèques, etc.

55.447 maisons construites par l'Etat

29.397 logements ont été édifiés dans les zones urbaines au moyen de l'Institut national de l'Épargne et du Logement (I.N.A.V.), le ministère des Travaux publics (maintenant ministère de la Construction) et dans les municipalités, ce qui représente un total de 55.447 maisons construites par l'Etat au cours des cinq premières années de la révolution.

Les constructions sur initiative privée, tant de la part d'architectes qu'avec un certain contrôle de l'Etat et un niveau acceptable, ont atteint 30.000, lesquelles, jointes aux constructions de l'Etat, donnent un nombre annuel de construction d'immeubles de 17.000, répartis dans les villes et les zones rurales.

Avec les nouvelles habitations construites, joint à l'usage plus intense des logements libres, on a satisfait une partie des nécessités de l'accroissement annuel de la population.

De plus, on tient compte de l'implantation progressive de nouvelles techniques de construction tendant à l'industrialisation presque totale et à la production massive de bâtiments.

En un mot, Cuba est prête à livrer bataille face au problème du logement.

V^e PLAN

Les hôpitaux sacrifiés

Au cours d'une récente conférence de presse dont « T.S. » a rendu compte dans son dernier numéro, le G.E.R.M.M. (Groupe d'Etudes et de Recherches pour une Médecine Moderne) a mis l'accent sur l'état incroyable de vétusté et d'inadaptation dans lequel se trouve l'équipement sanitaire et social du pays. Nos lecteurs pourront méditer les chiffres que contient ce document : ils traduisent la grande misère d'un secteur essentiel pour la santé du pays que le pouvoir, quoi qu'il en dise, sacrifie délibérément. Un effort a été fait au cours du IV^e Plan. Il demeure, cependant, sans proportion avec les besoins actuels et à venir. Ce n'est pas seulement sur le plan de la quantité, du nombre de lits ou de places offerts pour l'hospitalisation des malades et l'hébergement des personnes âgées que se manifeste l'insuffisance de l'équipement français, mais encore sur le plan de la qualité : le G.E.R.M.M. cite à cet égard des statistiques officielles qu'on aurait peine à croire si le spectacle de nos hôpitaux et de nos hospices ne venait chaque jour en confirmer la réalité. Il faut non seulement chercher à combler ce retard tragique, mais s'efforcer de suivre les besoins que provoque l'évolution démographique. On peut affirmer dès maintenant que le V^e Plan n'atteindra pas ces objectifs et que le pouvoir s'est accommodé d'un étalement sur plusieurs plans de ce qui devrait être l'objectif prioritaires des cinq prochaines années.

« T. S. »

Extraits du rapport sur le V^e Plan :

« Notre civilisation ne peut, sans se renier, mettre sur le même pied ce qui tend à la sauvegarde de la vie et ce qui tend à l'accroissement des richesses. En consacrant les moyens nécessaires, la collectivité nationale donnerait la mesure de son attachement aux valeurs dont elle se réclame. »

« Notre équipement est dans un état incroyable. Sur 84.000 lits du district de Paris, 62 % disposent de moins de la moitié de la surface jugée nécessaire. »

« La situation se caractérise par une inadaptation radicale de bâtiments vénérables, aux techniques hautement évolutives du diagnostic. La synthèse de ces données a conduit le ministère à conclure que les lits



Sur 1.000 personnes âgées de 65 ans, 43 seulement disposent d'une place en maison de retraite.

80 % des crédits jugés nécessaires sont proposés. Compte tenu de l'évolution démographique, le déficit sera plus grand en 1970 qu'actuellement.

Hospices. — 56.000 lits à moderniser ; 64.000 lits à créer, compte tenu de l'évolution démographique.

La situation est « à peine décente et peu humaine », déclare le rapport. Sur 1.000 personnes, âgées de plus de soixante-cinq ans, 43 disposent d'une place en maison de retraite.

46 % des crédits jugés nécessaires sont proposés.

Hôpitaux psychiatriques. — Déficit : 46.670 lits. Près de 70 % des lits datent de plus de quatre-vingts ans. Excès d'occupation des lits : 119 %.

79 % de crédits jugés nécessaires sont proposés.

Cancer. — 165.000 cas de cancer chaque année. Il faudrait 3.800 lits. Actuellement : 3.400 lits. Consultation de cancérologie : 90 en 1965.

80 % des crédits jugés nécessaires sont proposés.

P.M.I. (Protection Maternelle et Infantile). — Norme internationale : 1 crèche pour 10.000 habitants. Actuellement : 1 crèche pour 71.000 habitants. La création de 4.500 crèches serait nécessaire. Le Plan prévoit 640 crèches à créer. 600 crèches seraient nécessaires dans la Seine. Il en existe 182. Pour 10.000 enfants de 0 à 2 ans : 17 places en pouponnières. On compte une consultation P.M.I. pour 5.300 habitants.

60 % des crédits jugés nécessaires sont proposés.



Il manque actuellement 100.000 infirmières.

Réadaptation. — Pas d'établissements publics, 3.600 lits dans les établissements privés. Norme O.M.S. : 100 lits pour 250.000 habitants, soit 19.000 lits pour la France. Délai actuel d'attente pour un paraplégique : 1 an. Les infirmes moteurs cérébraux sont les moins bien pourvus.

75 % de crédits jugés nécessaires sont proposés.

Etablissement sociaux. - Aide sociale à l'enfance	1965	Norme théorique	% de satisfaction	% de désuétude
Maisons maternelles	4.570 pl.	1,23/10.000	76,4	10
Ets de pupilles	17.320 pl.	13,5/10.000	77,7	40
Maisons d'enfants à caractère social ..	53.500 pl.	68/10.000	96,3	50
Foyers de jeunes travailleurs	33.320 pl.	83/10.000	55,4	33
		Jeunes 15 à 20 ans		

Personnes âgées. — 43 personnes sur 1.000 âgées de plus de soixante-cinq ans peuvent avoir une place en maison de retraite. Indice théorique : 0,20. Indice actuel : 0,011. Besoins : 10,5 milliards. 4 milliards 480 avaient été inscrits. Sur cette somme :

57 % des crédits jugés nécessaires sont proposés.

Infirmes adultes	1965	% par rapport aux besoins
Centre rééducation	4.900	83
Travail protégé..	2.200	30
Centres hébergem.	4.372	36,4

80 % des crédits jugés nécessaires sont proposés.

Enfance inadaptée. — Nombre d'enfants inadaptés évalué à 1 million 527.000 dont 400.000 débiles mentaux et 1 million de caractériels. On prévoit une augmentation de 35 % dans les cinq ans à venir.



40 % seulement des enfants inadaptés ont des possibilités réelles de rééducation.

Pourcentage actuel de satisfaction des demandes :

Caractériels	41 %
Déficients mentaux	16 %
Déficients moteurs	20 %
Déficients sensoriels	83 %

Les seules améliorations au cours du IV^e Plan concernent les déficients mentaux.

36 % des crédits jugés nécessaires sont proposés.

Centres sociaux. — Actuellement : 700. — 8.000 seraient nécessaires d'après les normes internationales.

25 % des crédits jugés nécessaires sont proposés.

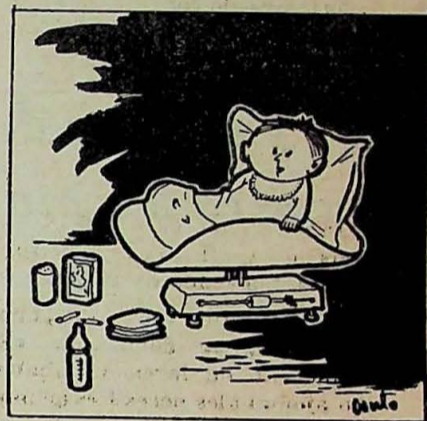
Maisons familiales de vacances. — Nécessaire théorique : 500.000 places. Actuellement : 45.000 places.

7 % des crédits jugés nécessaires sont proposés.

Education surveillée. — Mineurs délinquants : 72.000 par an. 4.099 places, dont 2.912 réellement disponibles. Au cours du IV^e Plan : « la modicité des crédits de paiement accordés a con-

duit à proportionner les engagements aux facultés de paiement. Sur 40,1

76 % de crédits jugés nécessaires sont proposés.



Sur les 4.500 crèches qu'il est nécessaire de créer, le Plan n'en prévoit que 640.

millions prévus en 1963, 24,8 millions de travaux ont été effectués.

15 % des crédits jugés nécessaires sont proposés.

Formation de travailleurs sociaux, assistantes sociales. — En 1965, 18.750. Déficit actuel : 8.000.

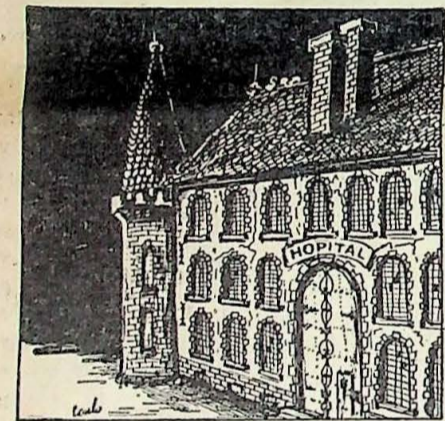
73 % des crédits jugés nécessaires sont proposés.

Conclusion. — Le professeur Pequignot (cité par le Concours médical), déclare :

« Nous ne constatons pas une amélioration, mais une dégradation lente ; l'éventail s'élargit entre les pays correctement équipés et nous-même. »



L'excès d'occupation dans les hôpitaux psychiatriques est de 119 %.



Une inadaptation radicale de bâtiments vénérables...

existants ne peuvent, à raison de 50 % d'entre eux, être qualifiés de valables. »

La Commission a chiffré à 55 milliards 760 millions les besoins actuels.

Le ministère de la Santé « tenant compte des engagements réalisables » a fixé à 22 milliards, soit 40 % des besoins, le montant maximum des engagements inscrits dans le V^e Plan, ce qui conduit à des crédits de paiement de 10 milliards. Mais sur ces 22 milliards, 11 seront utilisés pour « que le niveau de satisfaction des besoins ne se dégrade pas, compte tenu de l'évolution démographique et du renouvellement nécessaire ».

C.H.U. : « Les objectifs du V^e Plan sont les mêmes que ceux du IV^e Plan. »



165.000 cas de cancer chaque année.

Hôpitaux publics. — Déficit : 56.566 lits.

- 65.000 lits devraient être créés ;
- 27.535 lits devraient être modernisés ;
- 82.608 lits devraient être remplacés.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

CONGO

Le texte que nous publions ci-dessous a pour auteur Pierre Mulélé, l'un des chefs révolutionnaires congolais (C.N.L.) qui a engagé l'action contre le pouvoir de Tschombé et ses supporters belgo-américains. Il s'agit d'un ordre de mission adressé à tous les Simba et leur précisant de quelle manière et dans quel esprit ils doivent mener la lutte.

La presse européenne et américaine a jusqu'à présent recueilli les témoignages des alliés de Tschombé. La semaine passée, le major Hoare, commandant en chef des Affreux, a écrit dans le Figaro Littéraire qui publie ses Mémoires en feuilleton : « Je suis un soldat, et ma seule préoccupation est d'exécuter les ordres que l'on me donne : en l'occurrence débarrasser le pays de ces gens (C.N.L.). J'ignore pourquoi ils se battent et quels sont leurs buts. Mais je sais que ce sont des hommes mauvais, dangereux, impitoyables. »

L'ordre de mission qui porte la signature de Pierre Mulélé contribue à nous éclairer sur la valeur du jugement du chef des Affreux et nous aide à voir dans lequel des deux camps apparaît une pensée politique susceptible de sortir de l'engrenage des violences dont l'ensemble du peuple congolais subit pour l'instant l'effroyable loi.

J. V.

“La force des partisans est entre les mains des villageois”

Vous devez connaître tout ce que les adversaires possèdent avec eux :

- Leur nombre, chaque groupe qui voyage.
- Connaitre quel est le but de leur mission, s'ils nous cherchent, nous, les partisans. S'ils nous cherchent dans la forêt ou dans la brousse ou dans le village ou sur la route.
- Quels sont les objets qu'ils ont entre les mains, quels sont leurs noms.
- Ne pas donner de fausse information si vous n'avez rien vu de vrai.

Vous devez connaître si la paix règne entre les villageois, si les villageois sont contents des soldats réactionnaires ou pas ; si les villageois causent avec eux très souvent ou pas. Est-ce que les soldats réactionnaires sont en contact avec les chefs de villages, de secteurs, et les administrateurs de territoires ?

Avoir des renseignements

Pour avoir toutes ces nouvelles, il est préférable que vous vous entendiez parfaitement avec tous les villageois de la région, leur dire tous les méfaits des réactionnaires. Avant de vous entretenir avec un ou des hommes, vous devez d'abord connaître leur caractère, ne pas causer avec tous les gens.

Vous devez tromper l'ennemi par tous les moyens, en premier lieu envoyer aux sentinelles des ennemis les belles filles pour les tenter aux endroits où se trouvent les soldats réactionnaires ; avant de faire cela, vous devez d'abord con-

naître le caractère de leurs officiers, des plus âgés aux plus jeunes, parce que leurs caractères ne sont pas les mêmes.

Dresser tous les plans sur les positions des ennemis, c'est le travail du chef. Révéler tout sur l'adversaire, c'est le travail de tout partisan.

Respecter la population

Les partisans ne peuvent pas demander beaucoup de nourriture aux villageois, parce que si toute la nourriture finissait, les jours qui viennent, nous manquerions de quoi manger.

Les partisans doivent mener une vie en commun pour tout : nourriture, travail, et toutes les autres affaires.

Toute la force des partisans est entre les mains des villageois.

Les partisans ne doivent pas faire le cantonnement loin des routes carrossables ou de toutes grandes routes.

Les partisans ne doivent pas exécuter le travail qu'on ne leur a pas demandé.

Par tous les moyens les partisans doivent essayer de confisquer toutes les armes dont disposent les adversaires.

Pendant la patrouille, les partisans ne peuvent pas marcher tous ensemble. S'ils se divisent, ils doivent se fixer un endroit pour se rencontrer. En route, ils doivent marcher à l'écart s'il y a moyen, et derrière aussi pour voir si les ennemis les suivent.

Les partisans doivent ennuyer les ennemis en vue de les fatiguer, et ensuite les combattre sans difficulté.

Les partisans doivent combattre les ennemis s'ils savent qu'ils peuvent les vaincre. Se battre avec eux doit toujours se faire à l'improviste.

Former politiquement les paysans

Les partisans doivent faire la propagande du Parti, montrer dans tous les villages les raisons en vue d'entrer dans le Parti. Ils doivent

faire ce travail même parmi les adversaires du Parti.

Les partisans doivent aider les villageois pour tout ce dont ils souffrent.

Ne confisquer aucun objet des villageois, pas même une aiguille, pas même un fil.

Les partisans ne peuvent pas laisser leurs frères aux mains des ennemis s'ils sont blessés pendant les combats ou lorsqu'ils sont poursuivis.

Si les partisans arrêtent un ennemi, ils doivent garder le secret le plus absolu.

Les huit consignes des Simba

L'ordre de mission rédigé par Pierre Mulélé contient en annexe huit consignes que tous les Simba sont invités à respecter.

- 1°) Donnez le respect à tous les hommes, même vilains.
- 2°) Achetez les objets des villageois en toute honnêteté et sans vol.
- 3°) Remettez les objets empruntés à temps et sans difficultés.
- 4°) Payez les objets que vous avez détruits et de bon cœur.
- 5°) Ne frappez pas et n'injuriez pas autrui.
- 6°) Ne détruisez pas, ne piétinez pas les champs des villageois.
- 7°) Respectez les femmes et ne vous amusez pas avec elles comme vous le voulez.
- 8°) Ne faites pas souffrir ceux que vous n'arrêtez pas pendant les combats. Ne confisquez pas et ne prenez pas les objets personnels, par exemple anneaux, argent, montres.

Pierre Mulélé.

N.B. — Sans doute l'effroyable climat de répression qui règne depuis quelques mois sur le Congo a fait que toutes ces consignes n'ont pas été respectées à la lettre. Néanmoins, chaque fois que les responsables simba ont repris leurs troupes en main, de sévères punitions allant jusqu'à la peine de mort ont été infligées aux contrevenants.

Qui est Pierre Mulélé ?

Leader révolutionnaire de 35 ans, Pierre Mulélé est chef de la tribu des Bambundas dans le Congo oriental. Il est renvoyé à l'âge de 15 ans de l'école des missionnaires. Il a profondément choqué les Pères en refusant de croire, expliquera-t-il plus tard, qu'une vierge ait pu donner naissance à un homme-dieu.

En 1960, Patrice Lumumba fera de Mulélé son ministre de l'Éducation nationale. Le jeune leader laissera de sa gestion ministérielle un souvenir qui n'est pas encore oublié : un ministre qui n'a jamais détourné de fonds publics apparaît en effet aujourd'hui comme un personnage mythique dans le Congo de Tschombé.

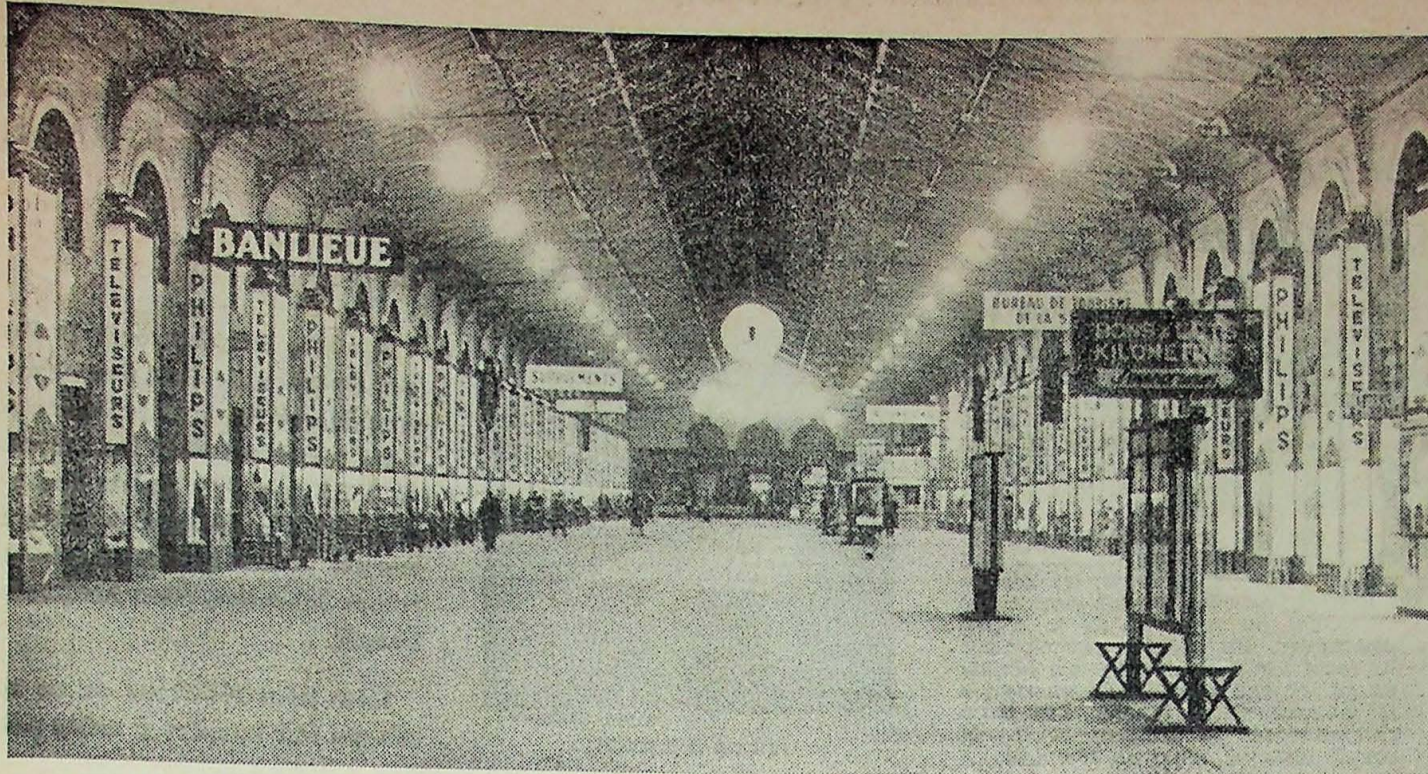
En 1961, Pierre Mulélé part pour le Caire, puis visite les pays de l'Est. On n'entendra plus parler de lui pendant deux ans. En 1963, il réapparaît dans le Kouilou, sa province natale. Il engage la révolte contre l'énorme entreprise de corruption administrative et d'exploitation des tribus qu'est devenu le gouvernement Adoula. La révolte fera tache d'huile, et c'est à cause d'elle qu'en juin 1964, le gouvernement Adoula démissionnera et que Tschombé viendra au pouvoir pour y accomplir le travail que l'on sait.

Comme en 1961, Pierre Mulélé n'a plus donné de ses nouvelles depuis le mois d'août de cette année. Tschombé a prétendu qu'il avait été tué au combat. Mais le C.N.L. a démenti ces informations avec véhémence.



Comment meurt un Simba ?

(Photo AGIP.)



La force de la classe ouvrière y est présente...

(Photo A.F.P.)

GRÈVES

Après le 11 Décembre

Ainsi que l'a souligné le Comité politique national du P.S.U., la grève du 11 décembre a été un grand succès. Une coordination sans exemple a été réalisée dans le secteur public et le mouvement a largement mordu sur le secteur privé. La grève a été particulièrement suivie dans les entreprises nationalisées, à la S.N.C.F. et à l'E.G.F. La grève des électriciens, touchant à la production et non plus seulement à la distribution de courant, a revêtu un caractère spectaculaire. Le pays a été secoué. L'opinion publique, dans l'ensemble, a pris conscience de la gravité du conflit qui oppose les salariés au gouvernement.

Sans doute une équivoque demeure en ce qui concerne la signification du mouvement dans l'industrie privée. On sait que la C.G.T. et la C.F.D.T. avaient fait des réserves sur le mot d'ordre de grève générale lancé unilatéralement par Force Ouvrière. Même si la grève a eu tendance à faire tache d'huile dans le privé et si la participation des travailleurs de ce secteur aux manifestations du 11 décembre a été loin d'être négligeable, il ne faut pas perdre de vue que, faute de courant, les patrons ont souvent procédé à la fermeture des entreprises et s'efforcent de faire récupérer les heures perdues.

Il faut se féliciter, malgré tout, de cette démonstration de force des syndicats face à l'Etat-patron et au pouvoir gaulliste qui domine celui-ci. Ainsi que nous l'avons souligné, l'action doit être poursuivie. A cet égard, la Fédération C.G.T. des cheminots vient de lancer un mot d'ordre de grève chez les conducteurs pour les 18 et 19 décembre. A l'heure où nous écrivons, nous ignorons si ce mouvement aura lieu. Cela dépendra en particulier de l'attitude des conduc-

teurs autonomes avec lesquels la C.G.T. a pris contact. On peut d'ailleurs se demander si ce repli sur l'action catégorielle est très opportun au lendemain de la puissante grève du 11 décembre. Ce point de vue est celui de la C.F.D.T. et de F.O. qui refusent de participer au mouvement des conducteurs.

Il est clair que si le mouvement se « parcellisait » à nouveau, il s'agirait d'un recul. Les prochaines actions devront être coordonnées, même si elles sont différenciées et touchent successivement plusieurs corporations. Cela exigera une adhésion plus grande des organisations et une ferme discipline de la part des travailleurs.

Mais ce qu'il faut souligner dès maintenant, c'est une certaine politisation du mouvement. Les longs cortèges de grévistes ont crié, une fois de plus, non seulement « Charlot des sous ! » mais aussi « Charlot à la retraite ! ». Les orateurs des meetings ont opposé le coût de la force de frappe au refus de satisfaire les revendications ouvrières. Ils ont dénoncé l'autoritarisme du pouvoir et évoqué parfois les élections prochaines. D'autre part, pour nombre de cadres des organisations syndicales, c'est le problème de la gestion du secteur nationalisé et de sa démocratisation qui est posé. Est également posé le problème des rapports entre les syndicats et le patronat, qu'il soit privé ou d'Etat. Au fond, il s'agit bien d'une mise en cause globale de la politique gaulliste, fût-elle parfois inconsciente.

Il convient toutefois de mieux lier les revendications immédiates aux propositions de réformes de structure et à la lutte contre le régime. La stratégie du contre-plan définie par le P.S.U. est adaptée à cette exigence.

Maurice Combes.

On n'avait jamais vu cela à Aurillac

Des travailleurs, tous unis autour de leurs syndicats, défilant dans les rues de notre vieille cité commerçante, jusqu'alors bien tranquille à l'abri de ses clochers et de ses boutiques

En effet, la grève des secteurs public et nationalisé a été un succès important, prélude à d'autres combats, de plus en plus durs mais décisifs.

— Mouvement de grève quasi total.
— Meeting populaire à la salle Herriot, au milieu des cageots d'oranges et d'oignons (il s'agit de la seule salle prêtée par la municipalité de M. Piales!), présidé par notre camarade Roth, secrétaire de la sec-

tion départementale F.E.N., et au cours duquel prirent la parole nos camarades Lapaude, pour la C.F.D.T., Calmette pour la C.G.T., et Antonin Lac, secrétaire du S.N.I., au nom de la F.E.N. A la fin de son intervention, notre ami Lac a pu déclarer : « Notre mouvement de ce jour est une première étape du mouvement de l'ensemble des travailleurs salariés contre le régime gaulliste, contre le régime néo-capitaliste. Nous préparons par

l'action unie de ce jour des lendemains qui chantent, des lendemains où les travailleurs prendront eux-mêmes la direction et la gestion des établissements publics qui devront être tous « collectivisés », c'est-à-dire au service de la nation tout entière. » Lac, au nom du Comité de grève (« autonomes », C.F.D.T., C.G.T., C.G.T.-F.O. et F.E.N.), insista, avec beaucoup de flamme, sur l'unité d'action de ce jour, prélude à une véritable unité organique, à une réunification syndicale dans le respect des tendances du mouvement ouvrier : « Il n'y aura et il ne peut y avoir qu'un syndicalisme, celui des travailleurs ; il sera indépendant des religions, des partis et des philosophies ; il représentera et défendra les intérêts légitimes de l'ensemble de la classe ouvrière. Ainsi, le syndicalisme français sera unifié : ce sera celui de 1906, celui de 1919 et celui qui — dans l'unité — a permis au mouvement ouvrier d'arracher des réformes importantes au patronat et au capitalisme en 1936 et en 1945. »

— Adoption, à l'unanimité, d'une motion précisant les revendications des fonctionnaires et condamnant nettement la politique d'austérité du pouvoir gaulliste et capitaliste qui fait payer ses dépenses militaires et de prestige par l'ensemble des salariés.

LOYERS

Recul du gouvernement

Nous avons signalé que le gouvernement avait l'intention de libérer les loyers des appartements anciens vacants. En fait, à l'occasion du débat sur le collectif budgétaire de fin d'année, c'est une vaste offensive pour la libération des loyers qui a été lancée par le pouvoir et ses représentants.

Le gaulliste Louis Vallon, rapporteur du budget, a déclaré à ce sujet : « Les mesures envisagées se traduiront vraisemblablement par une augmentation, à moyenne échéance, des loyers anciens. Celle-ci sera beaucoup plus forte, semble-t-il, dans les villes où l'offre de locaux est insuffisante, comme dans la région parisienne, que dans les localités où l'équilibre de l'offre et de la demande est mieux assuré. Dans ces conditions, les prestations servies au titre de l'allocation-logement seront sans doute appelées à augmenter de façon appréciable. Il est regrettable que le gouvernement n'ait pas précisé quelles mesures financières il envisage pour mieux assurer le fonctionnement de cette allocation. »

Il est vrai que le gouvernement n'a pas précisé le choix qu'il entendait faire, l'allocation-logement étant essentiellement jusqu'ici à la charge des caisses d'allocations familiales. Les augmentations résultant de la libération des loyers entraîneraient une majoration des cotisations sociales ou un recours à la fiscalité.

Il est vrai que, pour le moment, la libération des loyers ne sera que

— Défilé dans les rues d'Aurillac, dans l'ordre et la dignité, jusqu'à la Préfecture, des travailleurs unis derrière Benoit (C.G.T.), Bousquet (C.F.D.T.), Roth (F.E.N.), Lac (S.N.I.) et les responsables F.O.

A l'entrée de la Préfecture, une délégation du Comité de grève, malgré le refus matinal du préfet, est reçue, grâce à la ferme détermination des travailleurs, par le chef de cabinet sur l'ordre du préfet. A la sortie de la délégation, Lac, au nom du Comité de grève, annonça les résultats de cette entrevue : le pouvoir fort — qui ne recule pas — avait reçu des délégués syndicaux ! et la délégation du Comité de grève sera entendue par le préfet, lundi prochain.

Mais le mécontentement profond des travailleurs d'Aurillac s'exprimera encore et de plus en plus. Après les grèves — réussies — des établissements Lafarge, Cossoul et des travailleurs du livre, l'action unie doit s'amplifier. La F.E.N., selon son mot d'ordre départemental, « impulsera toutes les actions unitaires des travailleurs » et sera ainsi à la pointe du combat de tous les salariés du Cantal contre le patronat et le pouvoir.

Les partis politiques de gauche (S.F.I.O., P.C.F. et P.S.U.) préparent activement les élections municipales, recherchant l'accord d'autres républicains et laïques. La section P.S.U. d'Aurillac fera l'impossible pour que se réalise, et ce dès le premier tour, l'indispensable union des travailleurs de notre cité pour renverser la municipalité sortante, caractérisée par l'immobilisme le plus complet. Elle a déjà pris les contacts utiles pour préparer une véritable liste d'union des gauches pour une « réelle » démocratie communale par la gestion de notre ville par l'ensemble de ses habitants, organisés dans ses associations syndicales, culturelles et populaires.

— Contre la réaction, il n'y a ici qu'une politique : l'union des travailleurs pour le progrès économique et la prospérité de ses habitants... et qu'une stratégie : l'union dès le premier tour de l'ensemble des forces de gauche, de l'ensemble des travailleurs.

L'unité réalisée le 11 décembre doit donc déboucher sur l'action unitaire des travailleurs pour faire d'Aurillac une cité moderne, c'est-à-dire industrielle, au service de tous ses habitants, au service du peuple, au service de tout le Cantal qui verra ainsi stoppé son sous-développement et qui s'engagera dans la voie du développement par l'exploitation de ses richesses industrielles, agricoles et touristiques.

(De notre correspondant particulier : Y. L.)

partielle, contrairement à l'interprétation donnée tout d'abord par Giscard d'Estaing de l'article 6 du collectif budgétaire. Il semblait d'après cet article que les loyers des catégories I, II et III A, soit 3.600.000 logements sur 6 millions soumis à la loi de septembre 1948, pourraient être rendus libres (seuls les loyers des logements les moins confortables — catégorie 3 B — seraient demeurés réglementés).

Aussitôt deux camps se formèrent. Les propriétaires et tous ceux qui tirent profit de la construction applaudirent la mesure envisagée, tandis que les associations de locataires protestèrent vigoureusement. Il y eut également, au Conseil général de la Seine, une vive protestation des élus communistes, S.F.I.O. et P.S.U. et, à l'Assemblée nationale, une demande de vote en deuxième lecture présentée par le groupe communiste.

Finalement le gouvernement recula et fit savoir qu'il n'envisageait la libération des loyers que dans certaines communes et pour certaines catégories de logements, l'avis des conseils municipaux étant sollicité pour de telles dispositions. Il reste que l'intention de libérer les loyers subsiste, alors que seule une intensification de la construction peut remédier à la crise, la priorité étant donnée aux H.L.M. locatives (dont le nombre pour les trois premiers trimestres de cette année dépasse à peine les chiffres de 1959).

LIVRES

“L'Etat sauvage”
de Georges Conchon

Le livre de notre camarade Georges Conchon aurait-il touché le grand public s'il n'avait obtenu le Prix Goncourt ? Nous sommes enclin à le penser. Le choix du sujet et l'habileté avec laquelle il est traité, les résonances d'actualité vouaient sans doute ce roman à une plus large audience que ceux que l'auteur avait écrits précédemment.

Un fonctionnaire de l'U.N.E.S.C.O., d'esprit progressiste, un peu naïf quoique lecteur du Monde, débarque dans la capitale d'une République équatoriale. Il est accueilli de façon classique par un Blanc, un commissaire de police à prétentions littéraires, qui lui dit : « Je les connais, moi ! Et je vous en promets ! Ah ! je vous en promets !... »

Naturellement, Avit — c'est le nom de notre héros — n'est pas raciste et il est sincère. Il n'est pas de ces gens qui vous disent : « Je ne suis pas raciste, mais... » Il ne va pas tarder à le devenir par un étrange concours de circonstances. Il retrouve à Fort-Jacu non seulement l'Européen cynique qui a enlevé sa femme, mais il apprend qu'elle est partie, finalement avec un Noir.

C'est plus que n'en peut supporter un homme à l'esprit droit : « Mais un nègre !... Laurence à un nègre, toute esprit et corps, petits seins, petit ventre... A un Molimbo... Il n'était pas raciste, Dieu non ! mais il en eut le frisson. »

Et pourtant il ne s'agit pas de n'importe quel Noir. L'amant de Laurence est un ministre doublé d'un médecin qui a fait ses études en France, l'homme le plus intelligent de la contrée. A notre cocu qui le rencontre, il déclare : « Est-ce que vous croyez que je ne suis jamais sorti de ma brousse ? » Et il ajoute avec une nuance de commisération : « Je suis désolé, mon vieux... »

Lui aussi est sincère. Il va jusqu'à provoquer une réunion du Conseil des

ministres lorsqu'il apprend que son « rival » est menacé d'expulsion par son collègue de l'Information. Mal lui en a pris. Il est bientôt accusé de trahison ; à cause de « cette femme », on lui reproche de faire cause commune avec le colonialisme. Il sera exécuté par la force armée commandée par des Blancs, sous-produits de ce même colonialisme.

Les racistes se déchainent. Tandis que Laurence échappe de peu à une troupe de Noirs hurlants, les Blancs s'occupent de celui qui est encore son mari. On lui reproche de ne s'être pas vengé. Un officier parachutiste lui jette à la figure : « On n'a jamais vu ça ici, une pareille chienne... » Il manque d'être lynché. Les deux communautés se dressent contre le couple disloqué, objet du scandale.

Tel est, pour l'essentiel, le scénario que contient le livre de Georges Conchon et dont Clouzot va faire un film. L'auteur conduit l'intrigue de façon passionnante ; il sait évoquer à grands traits cette Afrique implacable qu'il a connue en 1959 lorsqu'il avait été chargé d'organiser le Parlement de la République centrafricaine. Il sait camper ses personnages en les faisant parler de la manière la plus naturelle.

Certes, le concert de louanges qui a accueilli ce livre n'est pas toujours désintéressé. Certains critiques de droite laissent percer le bout de l'oreille : « On vous l'avait bien dit ; il n'y a rien à faire avec ces gens-là... »

A l'inverse, des réserves sont exprimées par des hommes estimables, tels que Georges Balandier (dans Le Nouvel Observateur) et Max-Pol Fouchet (à l'émission « Lectures pour tous »). On redoute qu'une peinture sans concession du racisme noir ne serve de justification au racisme blanc (qui n'est pourtant pas épargné dans le livre). Faut-il craindre qu'un tel cou-

rage ne vienne renforcer dans ses préjugés le Français moyen en qui sommeille le cartériste ? Faut-il considérer avec l'auteur et avec notre ami René Dumont que « l'Afrique noire est mal partie » ? Georges Conchon a tout de même une expérience afri-

caine que nous aimerions d'ailleurs le voir évoquer ici.

Quoi qu'il en soit, par les problèmes qu'il soulève, en raison du courage et du talent de l'auteur, L'Etat sauvage est un bon Goncourt.

M. C.

Prix littéraire



(Photo Tribune.)

Michel Breitman

Après le Prix Goncourt de Georges Conchon, le Prix Renaudot de Jean-Pierre Faye, un troisième prix vient d'être attribué à un membre du P.S.U. Le Prix Sainte-Beuve a, en effet, été décerné à notre camarade Michel Breitman, pour son roman Sébastien, paru aux Editions Denoël.

Nous nous félicitons de ce succès qui fait honneur à notre parti.

Sous la forme d'une lettre
affligée au général de Gaulle :
le réquisitoire sans indulgence

On ne peut être avare d'éloges pour le talent littéraire du pamphlet que vient de publier Georges Izard sous le titre : Lettre affligée au général de Gaulle (1).

C'est un tour de force d'avoir condensé en si peu de pages l'essentiel des critiques que l'opposition (précisons : l'opposition de gauche) adresse à la politique et au régime gaullistes. Citons un exemple : « Si vous reprochez à certains d'entre nous, qui se hasardent à penser en dehors de votre cerveau, et la rogne et la grogne, il faut bien avouer que vous les maniez, dans le concert des nations, avec une vigueur à laquelle nous ne saurions prétendre. Votre formule est d'imposer l'unanimité au dedans pour mieux détruire l'harmonie au dehors. Est-elle vraiment adaptée à cette fin du XX^e siècle ? »

N'oubliez pas cependant que ce pamphlet rigoureux n'est qu'un brillant exercice de style. Il est également pénétrant et solide. Georges Izard éreinte successivement le régime du monologue, la conception gaulliste de la grandeur nationale, l'absurdité de la force de frappe, les déviations nationalistes qui faussent l'apparente générosité de l'aide aux pays sous-développés. Bref, ce livre, presque une simple brochure, se pré-

sente comme une synthèse d'excellents arguments pour la propagande antigauilliste.

Il est pourtant l'œuvre d'un homme qui a été gaulliste et qui le rappelle, non pas seulement gaulliste de la Résistance, mais gaulliste de 1958 et des années suivantes. Et, sans doute, certains lecteurs éprouveront-ils parfois un mouvement de surprise, peut-être de gêne : toutes les déceptions ressenties par Georges Izard et exprimées aujourd'hui avec tant de force, n'étaient-elles pas aisément prévisibles pour tout homme attentif à la vie publique ? Assurément ; et nous ne devons jamais oublier l'accablante responsabilité des hommes politiques qui, par leur rang et leur influence, ont contribué à l'instauration du régime gaulliste. Mais l'important, aujourd'hui, est de ressaisir et d'éclairer une partie au moins des 80 p. 100 de Français que ces hommes ont dupés en 1958. Le livre de Georges Izard, autant parce qu'il est celui d'un gaulliste repentant qu'en raison de son talent, est une œuvre très précieuse pour ceux qui veulent se donner à cette tâche.

Robert Verdier.

(1) Robert Laffont, 95 pages ; 5 F toutes taxes comprises.

L'ouvrage de base de toute bibliothèque

LE LITTRÉ
la seule édition intégrale et conforme du célèbre
DICTIONNAIRE DE LA
LANGUE FRANÇAISE
(Edition Gallimard Hachette)

- L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !**
"Une extraordinaire réussite, ce Littré".
JEAN PAULHAN
de l'Académie Française
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".
MAURICE GARÇON
de l'Académie Française
"Un cadeau royal et précieux".
FRANÇOIS MAURIAC
de l'Académie Française
"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".
MARCEL JOUANDEAU
"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".
RAYMOND QUENEAU
de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "biblie de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)
 comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.
Nom..... Profession.....
Adresse..... Signature.....
N° C.C.P. ou bancaire.....
T.S. 12

“Les Sultans”
de Christine de Rivoyre

Que voilà un roman alertement mené, tout en sourires et en demi-teintes !... Plus subtil peut-être que du Françoise Sagan, plus léger que du Christiane Rochefort, léger comme une mousse de champagne.

Et pourtant, comme dans Le Repos du guerrier, comme dans Les Stances à Sophie, c'est de la domination des mâles qu'il s'agit. Mais, ici, il y a de l'inconscience, de l'indolence dans la façon dont les « Sultans » traitent leurs « bonnes femmes » qui ne se révoltent pas. Ils sont si fatigués, les pauvres, et si sûrs d'eux-mêmes ; ils ne se rendent pas compte qu'ils font pleurer celles auprès de qui ils viennent chercher le repos et l'oubli.

C'est le cas notamment de Laurent, baptisé M. Foch, grand bourgeois de quarante-cinq ans, qui va retrouver sa maîtresse, Solange, la photographe — trente-cinq ans, de belles « guibolles » — dans son havre de Boulogne-sur-Seine. Une nuit que Laurent était attendu et qu'il n'est pas venu, Solange s'est droguée à mourir... Une amie complaisante lui avait téléphoné que « le beau crevé » était dans une boîte de nuit, « avec une petite punaise dans les vingt ans » (en réalité la propre fille de Laurent, Kim — dix-huit ans — déjà enjôleuse et coquette)...

Par bonheur, Michou, le gynécologue, l'amant de la blonde Mireille, la voisine de Solange, était venu rendre visite à sa « biquette » soumise, après un « diner de confrères », à Marnes-la-Coquette. Il a aidé la photographe à se tirer de là...

Le lendemain, il ne reste plus à Laurent qu'à venir à Boulogne (Boulogne-sur-Logne, comme il dit) et, tandis que Solange est « avec son type », le gynécologue fait l'amour avec la blonde en pensant aux jambes de la voisine. Écoutons ce don Juan vulgaire répondre à son amie qui s'inquiète :

— Dis donc, Michou, tu les trouves plus chouettes que les miennes, les jambes de la voisine (...).

— C'est pas pareil, dit-il, on peut pas comparer, c'est comme si tu me demandais de comparer l'accouchement sans douleur et la césarienne, ça serait idiot, les deux trucs sont bien chacun dans son genre, ça dépend pour qui, et vous deux c'est la même chose, elle, elle a des jambes du tonnerre, toi, tu as des roberts uniques, comme ça... »

Le style de Christine de Rivoyre est

alerte, ironique, parsemé de mots crus (d'aucuns diraient de grossièretés). Un des charmes du roman est, à coup sûr, de nous plonger jusqu'au cou dans l'univers de 1964 : les autos, le téléphone, l'ascenseur, le whisky, les barbituriques de toutes les couleurs, sans compter l'indigence de

certaines chansons yé-yé. Et l'on n'est pas loin de penser, en lisant Mme de Rivoyre, que tous ces bidules ne font que compliquer les rapports entre les hommes et les femmes.

M. C.

Editions Grasset, 9 F 75.

Une Afrique "survolée"

« Marxiste-léniniste britannique », nous dit la notice, Jack Woddis a cherché à cerner les problèmes qui se posent à l'Afrique pour son avenir. Bonne description du processus néo-colonialiste. L'Occident prétend aider financièrement l'Afrique. Des capitaux s'investissent dans la construction de chemins de fer reliant des gisements miniers à la côte. Les travaux sont très spectaculaires, mais ne contribuent en rien à la mise en valeur du pays.

Woddis a réussi un intéressant travail de démystification. Mais pourquoi appeler son livre L'Avenir de l'Afrique ? La partie consacrée aux difficultés proprement africaines pour sortir du sous-développement est nettement la plus faible.

Il ne suffit pas de dire que l'aide des pays de l'Est est désintéressée et celle de l'Ouest pleine de calculs, ce que tout le monde sait. On aurait aimé connaître avec précision les différentes méthodes et possibilités offertes à l'Afrique pour faire face à cette réalité. Au lieu de cela, nous trouvons un certain nombre d'affirmations assez naïves. Par exemple, parmi les facteurs favorables, l'édification du socialisme, le fait qu'un certain nombre de sociétés africaines ont gardé des structures collectivistes primitives. Or, l'expérience a prouvé, dans plus d'un pays africain, qu'il faut commencer par briser ces structures si l'on veut réaliser l'accumulation, sinon il n'y a pas de socialisme possible, mais plus certainement la mise en tutelle, à plus ou moins brève échéance, du groupe de producteurs par une quelconque féodalité.

Ce livre, riche au demeurant d'informations sur l'actualité africaine, n'est pas à la hauteur de ses ambitions.

J. V.

Jack Woddis, L'Avenir de l'Afrique, Maspero, Cahiers libres.

Vient de paraître

● LE DICTIONNAIRE CANARD 65, dont voici une définition de saison : « Percepteur - Pour lui, le tiers, c'est dans l'ordre. » — Ed. Le Canard Enchaîné.

POLICIERS

● ESCADRILLE 633, de Frédéric E. Smith. — Escadrille des as ; raids suicides ; des héros, des souvenirs poignants, des amours de guerre...

● LES INSURGES, d'André Caroff. — Une poignée d'hommes est chargée d'aller convoquer des caisses d'or pour une révolution. Une seule femme sortira vivante de cette aventure extraordinaire.

● INSTANTANES, de Serge Laforest. — Un homme d'un certain âge a divorcé d'avec la femme qu'il aime pour épouser une écervelée qui profitera de sa fortune.

● CORRIDA POUR L'ESPION, de Claude Rank. — Il est question de découvrir un agent de trahison. Pour cela, il faudra détruire en mer tout un réseau adverse d'espionnage.

● LES TENTATIONS DE LA VIOLENCE, de Paul Kenny. — Une aventure sensationnelle de Coplan. Elle se passe en Chine. Du mystère, de la couleur, etc. — Romans parus dans Les Editions du Fleuve Noir.

MUSIQUE

Mozart 1756-1791

Si Mozart est avec Bach le plus classique des musiciens, Jean Witold a pu écrire avec raison un livre intitulé Mozart romantique.

L'œuvre est immense et variée, il a touché avec un égal bonheur à toutes les formes de la musique. Son apparente simplicité n'est que le résultat d'une beauté formelle et, au Conservatoire, il est de règle de donner du Mozart pour départager des candidats qui sont très près l'un de l'autre.

Rossini disait : « Mozart a été la joie de ma jeunesse, le désespoir de mon âge mûr, et la consolation de ma vieillesse. »

On sait que la misère l'a toujours frôlé, qu'il donnait des leçons pour vivre et qu'enterré un jour de pluie en l'absence de sa femme, personne

ne suivit le convoi jusqu'au bout, et qu'il fut impossible de retrouver sa tombe.

Il fut, il est vrai, un prodige, et R. Rolland a certainement pensé à lui pour écrire les premières pages de Jean-Christophe.

Il y a naturellement un fort déchet dans les œuvres de Mozart ; en effet, certaines compositions sont des œuvres de circonstance, écrites sur commande et hâtivement.

Toutefois, vous rencontrerez trop de chefs-d'œuvre pour les posséder ou les connaître tous. Commencez par les trois dernières symphonies, la Messe du couronnement, le concerto pour flûte et harpe, la fantaisie K. 475 et l'adagio et fugue H. 456, ensuite... vous trouverez seuls.

Pierre Bourgeois.

THÉÂTRE

"Cet animal étrange"

au théâtre Hébertot

L'aristocrate aventurier et sans scrupule, le « bon » père de famille jouisseur et pas très honnête, le petit bourgeois tyrannique et égoïste, le b-nquier cynique et orgueilleux, ces hommes sont l'HOMME, cet animal étrange !

Le désœuvré pédant et vaniteux qui a une tactique pour provoquer les rencontres avec les dames, même si celles-ci sont sans petit chien, qui est l'excellent et le meilleur prétexte pour les aborder, est aussi l'homme cet étrange animal !

Pour montrer son « talent » à un ami, il sait trouver le joint pour créer « une rencontre » avec une jeune femme, puis il commence sa démonstration selon son processus habituel. Il parle, il questionne. D'abord, c'est banal et, lentement, progressivement, cela devient plus sérieux. Il se glisse dans la vie de la jeune femme par ses questions directes. Il franchit les limites d'une simple conversation. Il la fait parler sur sa vie, il s'immisce dans ses affaires personnelles, il prend position sur des faits qui ne le regardent en rien quant à cette vie et sur le mari. Enfin, lorsqu'il en sait suffisamment quant aux sentiments de la jeune femme, il fait sa déclaration et arrive au résultat espéré. Mais la sincérité de la jeune femme, sa candeur, sa tendresse, l'émeuvent. Il se laisse séduire par elle. Malgré lui, il devient follement amoureux. Il est pris à son propre piège. Désormais, il en souffrira.

La première partie de ce spectacle est faite de courts sketches qui me paraissent « francisés », certains, un peu « boulevardiers » et faciles. Tous ces personnages, les masculins, sont-ils vraiment tels que Anton Tchekhov les a fait vivre dans ses récits ?

J'aime Tchekhov. Toute son œuvre est empreinte de mélancolie, d'amertume et de regrets. C'est un monde qui ne se comprend pas, qui ne fait rien pour se rapprocher, qui tient à garder ses privilèges. Tchekhov, c'est un isolé dans ce monde bourgeois, pervers, égoïste, qu'il déteste comme l'oppression qu'il fait subir.

Cet animal étrange, l'homme, que nous montre Gabriel Arout d'après Tchekhov, ne nous touche pas. Il nous est antipathique. Tantôt, intéressé ou odieux, caustique ou maladroit, tantôt terre à terre ou malhonnête, changeant suivant les circonstances ou ramenant tout à lui, cet homme d'une bourgeoisie repue et confortable est trop cynique. L'homme, que ce soit celui du temps de Tchekhov ou du nôtre, est-il toujours ainsi ?... N'est-il jamais serviable ? humain ? sensible ?

« La rencontre » qui occupe toute la seconde partie du spectacle est supérieure à la première. Elle est plus vraie, plus dépeignée. L'une et l'autre sont bien mises en scène par Claude Regys, mais la seconde avec beaucoup de tact.

Pour moi, dans ces deux parties, l'animal étrange et captivant, c'est la femme : ici Delphine Seyrig. Chaque fois, elle est différente, tous ses personnages sont ceux de Tchekhov, vrais, sincères. Douce et franche, bou-

leversante ou malicieuse, généreuse, sensible ou tourmentée, elle a un cœur, elle est spontanée, humaine. En toutes circonstances on se sent près d'elle et avec elle. Elle nous émeut par sa franchise lorsqu'elle joue avec l'homme sans le savoir. Nous sommes touchés lorsqu'elle « le gagne », lui qui voulait se jouer d'elle. Enfin, lorsqu'elle triomphe de lui sans avoir rien fait pour cela, nous l'applaudissons de tout cœur. C'est ce que je fais très sincèrement encore aujourd'hui.

Michel DUVERNAY.

CINÉMA

"A bout portant" de Donald Siegel



Lee Marvin : pas une seconde à perdre.

Charlie (Lee Marvin) et Lee (Clu Gulager) viennent d'abattre un homme. Ils ont touché, pour ce faire, vingt-cinq mille dollars. C'est beaucoup trop, estiment les tueurs, pour

une victime qui n'a même pas essayé de fuir ou de se défendre. Et de rechercher, à partir de cette anomalie, la raison de l'exécution. Elle est simple : l'homme abattu (John Cassavetes) avait essayé de « doubler » des gangsters dans un hold-up d'un million de dollars. Qui a gardé le magot ? se demandent les tueurs, alléchés par l'appât du gain.

A bout portant retrace leur enquête menée en marge de toute intervention policière. Construit à partir de trois « retours en arrière », le scénario va constamment à l'essentiel, avec une précision rigoureuse. Pas de littérature, ici ; chaque seconde compte ; chaque regard, chaque geste également ; les uns et les autres lourds de menaces. Plus que jamais, le temps c'est de l'argent ; et l'argent, ce mythe de l'« American way of life », est un dieu impitoyable...

Jean-Jacques Vernon.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

LE DON PAISIBLE

pour quelques jours encore...
prix exceptionnel de souscription pour les lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE

18 mois **49 f** par mois

Tous les romans de JEAN-PAUL SARTRE

Edition de luxe numérotée Tirage limité, sur les presses de l'Imprimerie Nationale

LA NAUSÉE - LE MUR L'AGE DE RAISON - LE SURSIS - LA MORT DANS L'ÂME

En 5 volumes illustrés de lithos originales en couleurs de W. Spitzer

Bon pour une documentation gratuite à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle Paris (7^e)

Nom

Adresse

Profession

T.S.12

pour une victoire
de la gauche aux
élections municipales
avec le

PSU



UNION DES FORCES
POPULAIRES ET
SOCIALISTES



ADHÉREZ AU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ - 81 RUE MADEMOISELLE - PARIS 15^e

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE   SOCIALISTE 